

Régine Paque
Michel Jaumain



Synthèse de l'étude " SERIES CHRONOLOGIQUES DES DEPENSES CULTURELLES DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE (1981 – 2001) ", réalisée par Régine Paque, Chercheur au Centre de Recherches sur l'Economie Wallonne, sous la direction scientifique du Professeur Robert Deschamps (Facultés universitaires de Namur)

Ont assuré la mise au point de la présente publication :

Régine Paque, Chercheur au Centre de Recherches sur l'Economie Wallonne, (Facultés universitaires de Namur)

Michel Jaumain, Directeur de l'Observatoire des Politiques Culturelle (OPC),

Rachid Moro, responsable de la cellule documentaire de l'OPC,

Martine Grossé et Valérie Cops, assistantes à l'OPC

Graphisme : Polygraph' - Nathalie Binart

Impression : Edition et Imprimerie

Editeur responsable : Henry Ingberg, boulevard Léopold II, 44 – 1080 Bruxelles

© Tous droits de traduction, d'adaptation et reproduction réservés - 2003 - Ministère de la Communauté française de Belgique

SOMMAIRE

Avant-propos	4
Introduction	8
Chapitre I. Evolution globale des dépenses culturelles	12
I.1. Cadre de l'analyse : périmètre des dépenses culturelles et éléments d'analyse	13
I.2. Evolution des dépenses culturelles de 1981 à 2001	15
I.3. Dépenses culturelles par rapport au nombre d'habitants	17
I.4. Dépenses culturelles par rapport au PIB communautaire	19
I.5. Dépenses culturelles par rapport aux dépenses d'enseignement	22
Chapitre II. Evolution des moyens par division organique	26
II. 1. Division organique 20 : Affaires générales de la culture	28
II. 2. Division organique 21 : Promotion des Arts de la scène	31
II. 3. Division organique 22 : Livre	34
II. 4. Division organique 23 : Jeunesse et Education permanente	37
II. 5. Division organique 24 : Patrimoine et Arts plastiques	40
II. 6. Division organique 25 : Audiovisuel et Multimédia	43
II. 7. Le noyau dur des dépenses culturelles	46
II. 8. Division organique 57 : Enseignement artistique	47
II. 9. Division organique 46 : Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique	49
II.10. Division organique 15 : Infrastructures de la santé, des affaires sociales, de la culture et du sport	50
II.11. La dotation au CGRI (Division organique 14)	52
Remarques finales	54
Annexes	56
1. Périmètre des matières culturelles	57
2. Récolte des données budgétaires et construction des bases de données.	59
3. La dette de la Communauté française	61
4. Formules des taux de croissance	62
5. Moyens attribués à la RTBF	62
Liste des tableaux	63
Liste des graphiques	64

AVANT-PROPOS

Les Communautés dans le pays ont en charge, on le sait, la responsabilité d'intervenir dans les matières réputées culturelles. Elles n'en ont pas l'exclusivité de fait - les provinces, les communes, l'entité fédérale et les régions exercent aussi des actions en faveur des mondes culturels et artistiques -, mais dans l'esprit des citoyens, les Communautés représentent la référence en la matière.

La Communauté française est une institution jeune : elle constitue un véritable niveau de pouvoir, avec son Parlement et son Gouvernement propres, depuis 1981.

Plus qu'à son tour, c'est sur les aspects de son financement que les projecteurs ont souvent été braqués, mais il est temps aussi de présenter l'usage qu'au fil du temps l'institution fait des moyens dont elle dispose dans ses diverses matières et compétences.

En 2001, le Gouvernement, et plus particulièrement son Ministre de la Culture, Monsieur Rudy Demotte, a estimé utile que ses services disposent d'un nouvel instrument : l'Observatoire des Politiques Culturelles (OPC), et l'a créé au sein de l'Administration. Ce nouveau service est conçu comme un outil qui améliore la connaissance des secteurs culturels dans lesquels la Communauté intervient. Il se veut également un lieu qui alimentera la réflexion sur l'évaluation de nos politiques culturelles.

L'Observatoire a, entre autres, " [...] pour missions de dresser un inventaire permanent :

- a) *des politiques et des données relatives aux matières culturelles au sens large [...] ainsi que dans le domaine de l'enseignement artistique, et plus particulièrement en ce qui concerne :*
 - > *la langue, les livres, les lettres et les bibliothèques;*
 - > *les arts de la scène;*
 - > *l'éducation permanente et la jeunesse;*
 - > *les arts plastiques, les musées et le patrimoine;*
 - > *l'animation culturelle;*
 - > *l'audiovisuel, les multimédias, les industries culturelles et le soutien à la presse;*
 - > *les infrastructures culturelles et les équipements culturels;*
 - > *la formation aux métiers de la culture, notamment l'enseignement artistique;*
 - > *les relations internationales;*
 - > *les aspects culturels de la politique touristique.*
- b) *des opérateurs, associations et institutions, subventionnés ou non, agissant dans les domaines précités;*
- c) *des professions, des métiers et des emplois générés dans les domaines précités;*
- d) *de la diffusion des biens et des services culturels au sein de la population francophone, des pratiques culturelles de celle-ci et des modes d'accès et de participation des citoyens à la vie culturelle ".¹*

Les politiques se développent en recourant à des moyens réglementaires, humains (Administration et Cabinet) et budgétaires. Mais s'il avait fallu dire hier quelle importance la Communauté a réservée aux dépenses culturelles au cours de ses vingt-deux années d'existence, personne n'en aurait été capable : les résultats de la présente étude permettent dorénavant d'en prendre la mesure, à tout le moins jusqu'en 2001.

¹ Extrait de l'arrêté du 26 avril 2001 du Gouvernement de la Communauté française portant création de l'Observatoire des Politiques Culturelles (MB du 30/06/2001)



L'Observatoire des Politiques Culturelles, devenu opérationnel en décembre 2001, a conçu d'entrée de jeu que, dans la perspective d'améliorer la connaissance des politiques culturelles de la Communauté, il serait utile de reconstituer l'évolution des moyens budgétaires qui leur ont été réservés sur longue période (1981 à 2001). Il a pris l'initiative de consacrer l'un de ses premiers chantiers de recherche à cette question en confiant au service du Professeur Deschamps, –Centre de Recherches sur l'Economie Wallonne (Facultés Universitaires de Namur)–, expert réputé en finances publiques, le soin d'organiser les données de base et d'élaborer les premiers ratios qui permettent de prendre la mesure des efforts budgétaires alloués à la culture par le Ministère. Il s'est agi aussi, en effet, de rapporter ces évolutions à des grandeurs telles que la population de la Communauté, le Produit Intérieur Brut Communautaire, ou les dépenses communautaires pour le bloc central de ses compétences, l'Enseignement.

Mademoiselle Régine Paque, chercheur au CREW, a assuré les travaux de recherche et la rédaction de l'étude, au cours de diverses étapes préparées par plusieurs séances de travail avec Monsieur Michel Jaumain, Directeur de l'OPC. L'ensemble des démarches a été mené à bien avec la collaboration des services concernés par la recherche (Direction générale de la Culture, Infrastructures, CGRI, Service général de l'Audiovisuel, ...) que je remercie d'avoir donné de leur temps pour contribuer à reconstituer le " passé ", alors que c'est le présent qui les absorbe avant tout.

Il faut pouvoir jeter, à certains moments, un regard sur le passé, et mesurer d'où nous venons et comment nous affectons aujourd'hui les moyens : à cet égard, l'usage d'un déflateur (les données sont aussi présentées en francs constants par le CREW) donne une signification et une indication utile sur les efforts réels que la Communauté réserve à la culture et à ses différents domaines. D'autres relevés, établis dans les pages qui suivent, auront également la vertu de positionner les actions de la Communauté dans un contexte économique et démographique.

On ne peut que souhaiter que les séries chronologiques ainsi établies soit progressivement augmentées des données budgétaires récentes et futures. Il conviendrait également que l'Observatoire soit en mesure de nous dire, un jour, à quel niveau se situe les efforts de la Communauté à destination de la Culture, en les comparant aux efforts réalisés par les Ministères de la Culture des pays de l'espace européen.

Quoi qu'il en soit de ses travaux futurs, j'ai le plaisir de saluer l'initiative de l'Observatoire qui met ainsi à la disposition des secteurs culturels eux-mêmes, des parlementaires, des chercheurs, des citoyens, les premiers matériaux utiles à la reconstitution de nos politiques culturelles, et pourquoi pas, à la réflexion prospective en la matière. Ce qui est somme toute également une mission de l'Observatoire.

Henry INGBERG

Secrétaire général

Président du Comité d'accompagnement de l'Observatoire des Politiques Culturelles



INTRODUCTION

8748

6645

3312

6987

65587

3466

34666

1546

1313



Le présent document reprend les principaux résultats d'une recherche réalisée par le Centre de Recherches sur l'Economie Wallonne (Professeur Robert Deschamps, Facultés universitaires de Namur), pour le compte de l'Observatoire des Politiques Culturelles du Ministère de la Communauté française.

Il s'agissait de créer un outil qui permette de saisir, sur longue période (1981 – 2001), l'évolution des crédits consacrés par la Communauté du sud du pays aux domaines artistiques et culturels et ce, au niveau des " divisions organiques ", des " programmes " et " activités ". Ces termes structurent depuis 1993 les budgets du Ministère : les " allocations de base " - qui pourraient aussi s'appeler " postes budgétaires " -, portent les crédits de dépenses, et sont rassemblés dans le budget dans ces divers sous-ensembles hiérarchisés que sont les divisions organiques et les programmes.

L'usage d'une structure de programmes (eux-mêmes détaillés en " activités ") dans la présentation budgétaire date donc de l'année 1993. Auparavant, le budget adopte une autre forme, permettant néanmoins de " raccorder " les données de la période 84 – 92 à celles de la période récente. Avant 1984, la structure budgétaire est fondamentalement différente de celle qui prévaut durant les deux périodes évoquées : les actuelles divisions organiques 20 à 25 (cfr. le chapitre II), que l'on pourrait qualifier de " noyau dur " des dépenses culturelles, n'existent pas, le budget se fondant sur une répartition des moyens entre l'univers des " Arts et des Lettres " et celui de la " Jeunesse et des loisirs " ².

Avec cette donnée, et comme on souhaitait identifier les dépenses culturelles selon les items du budget 2001, la recherche a notamment dû vérifier à quelles conditions il était possible de rétroprojeter, totalement ou partiellement, la structuration actuelle des programmes sur les années de début de série. Le " passage " par l'unité d'identification des crédits que sont les " allocations de base ", et qui, rassemblées, forment un programme, est apparu comme un passage obligé dans le cadre de cette vérification.

Enfin, il s'agissait d'étudier l'évolution des séries ainsi constituées et de les référer à des données " externes " afin de construire des ratios et indicateurs pertinents.

L'objectif de la recherche était d'établir pour la première fois les données de base d'évolution des dépenses culturelles. Le premier chapitre de la présente synthèse vise à délimiter le périmètre des dépenses culturelles de la Communauté et à prendre la mesure des efforts consentis, en construisant quelques indicateurs.

Les matières ou domaines culturels qui ont été pris en compte dans l'étude sont :

- > les arts de la scène,
- > le livre,
- > l'éducation permanente et la jeunesse,
- > le patrimoine culturel et les arts plastiques,
- > les affaires générales de la culture,
- > l'audiovisuel et les multimédias,
- > l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-arts de Belgique,
- > l'enseignement artistique,
- > les infrastructures culturelles,
- > certains projets en lien avec la culture,
- > le Commissariat Général aux Relations Internationales.



Le total des dépenses culturelles de la Communauté française (présenté sous forme de deux scénarios) fait l'objet de plusieurs calculs exposés dans le premier chapitre : évolution de ces dépenses à travers le temps, dépenses par habitant et poids de ces dépenses dans le produit intérieur brut communautaire. Ce total a également été comparé aux dépenses d'enseignement de la Communauté. Les données sont présentées tantôt en francs courants, tantôt en francs constants (base 1996).

Le second chapitre contient les tableaux qui retracent l'évolution des dépenses culturelles pour les différents programmes des divisions organiques relatives à la culture (DO 20 à 25), pour les infrastructures culturelles, l'enseignement artistique, l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique et les moyens du Commissariat général aux Relations internationales.

Le deuxième chapitre fournit un matériau de base des évolutions par divisions organiques et programmes (reconstitués pour la période antérieure à 1993 par voie de " filiation " d'allocations de base). Les résultats de ce travail de fond, indispensable et ingrat, pourraient laisser le lecteur sur sa faim. Il ne doit pas s'attendre à ce stade à trouver dans les pages qui suivent de longs commentaires et des analyses fouillées sur les chiffres rassemblés ici, pas plus que leur mise en relation avec l'histoire de chacune des politiques auxquelles ils sont associés ou, pour prendre encore un autre exemple, avec l'évolution du nombre d'opérateurs concernés. Il s'agit là de travaux qui, dans le futur, seront engagés par l'Observatoire lui-même ou confiés à des chercheurs universitaires, mais qui nécessitaient au préalable la collecte et l'établissement des séries chronologiques présentées ici.

Précisons enfin que le lecteur trouvera au fil du texte, tous les éléments qui lui permettent de reconstituer les ratios établis et de se livrer à ses propres calculs.

Je remercie Madame Ludmilla Aksajef (Service du budget) et Monsieur Xavier Destate (Service des comptes) qui ont fourni des données budgétaires de base sur support informatique, ce qui a fait gagner un temps appréciable dans les étapes préparatoires de l'étude.

Je tiens à saluer la qualité du travail réalisé par Mademoiselle Régine Paque, Chercheur au CREW. Je voudrais aussi indiquer que, pour avoir suivi attentivement les étapes de la recherche et en avoir régulièrement discuté avec elle, nous avons commencé à identifier les pistes qui pourraient être empruntées pour améliorer et approfondir la connaissance des interventions financières de la Communauté en faveur de la Culture. Cela fera l'objet d'un point de conclusion.

Ces pistes devront être explorées à l'occasion de l'actualisation des présentes séries (incorporation prochaine des données budgétaires 2002, transformation des séries en euros, etc.) que nous développerons dans les mois à venir.

Michel Jaumain

Directeur de l'Observatoire des Politiques Culturelles

² La transformation de la structuration budgétaire en une autre fait partie des points d'histoire des politiques culturelles qu'il s'agira d'étudier dans des travaux ultérieurs.

Chapitre #1

EVOLUTION GLOBALE DES DÉPENSES CULTURELLES



I.1 Cadre de l'analyse : périmètre des dépenses culturelles et éléments d'analyse

La détermination du périmètre des dépenses culturelles est une première question qui a été traitée de manière pratique et en fonction du type de données de base disponibles³. Deux scénarios ont été retenus pour délimiter les dépenses culturelles.

Pour établir un **premier périmètre (A)**, ont été prises en compte les allocations historiques reliées aux divisions organiques actuelles suivantes :

- > 20 : Affaires générales de la Culture,
- > 21 : Promotion des Arts de la Scène,
- > 22 : Livre,
- > 23 : Jeunesse et Education permanente,
- > 24 : Patrimoine et Arts plastiques,
- > 25 : Audiovisuel et Multimédia,
- > 46 : Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique,
- > 57 : Enseignement artistique et
- > 15 : Infrastructures (uniquement pour la partie concernant les infrastructures culturelles).

Les dépenses du personnel de l'Administration qui, dans le passé, étaient versées aux divisions organiques 20 à 25 n'ont pas été incluses dans ce périmètre, comme ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les dépenses de personnel sont aujourd'hui regroupées à la division 11 (Affaires générales du Secrétariat général) et leur ventilation n'est disponible qu'à partir de 1998.

Pour l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique et pour l'Enseignement artistique, les dépenses de personnel ont été comptabilisées car elles figurent de façon distincte au budget pour toute la période sur laquelle porte cette étude.

Les moyens alloués à des compétences transférées aux Régions (comme la gestion des monuments et sites, en 1989) n'ont pas été pris en compte.

³ A ce propos voir l'annexe 1

" Périmètre des matières culturelles ".

Sur base de cette sélection, nous omettons cependant une partie des dépenses de la Communauté française qui peuvent aussi être réputées culturelles. Un **second scénario (B)**, couvrant un champ culturel plus vaste, a donc été envisagé. Les éléments que nous avons ainsi ajoutés sont les suivants :

- Pour la division 11 (Affaires générales du Secrétariat général), quatre programmes d'activités ont été ajoutés :
 - > 18 : Observatoire des Arts de la Scène ;
 - > 31 : Information, promotion ... de la langue, de la culture française et de la Communauté française ;
 - > 33 : Communauté germanophone ;
 - > 34 : Manifestations diverses.

Les données relatives à la bibliothèque, à la cinémathèque et au centre de documentation du Secrétariat général font également partie du périmètre de la culture. Mais comme les montants alloués à ces services pour les années antérieures à 1992⁴ n'ont pu être identifiés et rassemblés, il a été décidé de ne pas en tenir compte.

- De la division 14 (Relations internationales et actions FSE), ont été retenus les programmes d'activités :
 - > 11, reprenant la dotation au CGRI ;
 - > et 12, concernant les interventions diverses dans le cadre des relations internationales.

L'incorporation de la dotation au CGRI pose des questions de nature méthodologique, la " dépense culturelle finale " de l'organisme ne pouvant être confondue avec cette même dotation. En outre, cette dernière contribue à financer le personnel de l'organisme, et l'on avait adopté comme point de vue celui de " neutraliser " des dépenses de cette nature. Dans le cadre du second scénario, toute la dotation au CGRI est cependant retenue : il s'agit d'une vision maximaliste des dépenses culturelles de cet organisme.

Le crédit variable pour le financement de programmes d'action ou de formation et de réinsertion professionnelle dans le domaine des matières culturelles (figurant au programme 2 - " Actions du Fonds social européen " - de la DO 14) n'a, quant à lui, pas du tout été pris en compte car, quoique figurant dans le budget de la Communauté, il correspond à des moyens européens et non à des crédits de la Communauté française.

Non seulement le cas du CGRI a invité à des réflexions méthodologiques quant au balisage des dépenses culturelles publiques, mais également ceux de la RTBF⁵ et du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel⁶, tous deux acteurs de la sphère publique et disposant, en plus de leur dotation, de recettes propres ou institutionnelles. Fallait-il retenir l'ensemble des dépenses de ces opérateurs ? Pour être cohérent, il eût fallu intégrer, dans cette hypothèse, les données sur la vingtaine d'années considérées. En l'état, seules ont été retenues les dotations à ces deux organismes.

- Parmi les divisions 50 (Affaires pédagogiques et pilotage de l'enseignement), 52 (Enseignement secondaire) et 55 (Enseignement supérieur hors université et Hautes Ecoles), seules quelques allocations en lien avec la culture ont été retenues.
- Enfin, précisons que pour les années 1981 à 1984, des allocations concernant des matières culturelles n'ont pu être précisément reliées aux divisions organiques actuelles. Ces données ont cependant été introduites et conservées dans le second périmètre.

Les données ont été conservées en monnaie ancienne et pour ces deux ensembles de dépenses en lien avec la culture, plusieurs éléments ont été analysés :

- > l'évolution des dépenses totales en francs constants,
- > les dépenses (en francs constants) par habitant de la Communauté française,
- > les dépenses en fonction du PIB de la Communauté française,
- > les dépenses culturelles par rapport aux dépenses d'enseignement en Communauté française.

Le taux de croissance annuel (**tca**) de ces différents ratios a été également calculé.

Afin de permettre une analyse plus fine des données, le **taux de croissance annuel moyen (tcam)** a été calculé (cfr. Annexe 4).

A comparer à ce taux annuel moyen, ont également été établies la **moyenne arithmétique** des taux de croissance annuel et la **variance** de cette série de données.

⁴ Pour 1992 à 1997, des problèmes se posent déjà pour isoler les montants correspondants à ceux se trouvant dans le budget de 2001.

⁵ Entreprise publique autonome à caractère culturel

⁶ Service à Gestion séparée

Pour éviter les maladroites de lecture, précisons enfin que la croissance d'une grandeur se décrit comme le quotient de la grandeur au temps j par cette même grandeur au temps initial. Ainsi la valeur 100, qui devient 200 au temps j , connaît une croissance de 2 (elle double). En terme relatif (croissance globale en pourcentage), sa progression est de 100 %.

I.2 Evolution des dépenses culturelles de 1981 à 2001

A. Premier scénario

Tableau 1. Evolution des dépenses culturelles de 1981 à 2001

	en BEF courants	taux de croissance annuel	indice des prix à la consommation (base 1996)	en BEF constants (base 1996)	taux de croissance annuel
1981	9 098 300 000		59,92%	15 183 400 000	
1982	9 323 200 000	2,47%	65,15%	14 310 000 000	-5,75%
1983	11 030 700 000	18,31%	70,14%	15 725 900 000	9,89%
1984	10 820 400 000	-1,91%	74,59%	14 506 200 000	-7,76%
1985	11 614 300 000	7,34%	78,22%	14 847 600 000	2,35%
1986	12 036 500 000	3,64%	79,24%	15 190 700 000	2,31%
1987	12 149 700 000	0,94%	80,47%	15 099 000 000	-0,60%
1988	12 532 600 000	3,15%	81,40%	15 396 200 000	1,97%
1989	13 065 600 000	4,25%	83,93%	15 567 300 000	1,11%
1990	13 497 700 000	3,31%	86,82%	15 546 000 000	-0,14%
1991	14 087 200 000	4,37%	89,62%	15 719 500 000	1,12%
1992	13 932 950 000	-1,09%	91,79%	15 178 900 000	-3,44%
1993	14 637 400 000	5,06%	94,32%	15 518 900 000	2,24%
1994	15 877 900 000	8,47%	96,56%	16 443 100 000	5,96%
1995	16 734 000 000	5,39%	97,98%	17 079 000 000	3,87%
1996	16 738 900 000	0,03%	100,00%	16 738 900 000	-1,99%
1997	17 117 000 000	2,26%	101,63%	16 842 500 000	0,62%
1998	17 791 800 000	3,94%	102,60%	17 341 100 000	2,96%
1999	18 149 300 000	2,01%	103,75%	17 493 700 000	0,88%
2000	18 981 100 000	4,58%	106,39%	17 841 200 000	1,99%
2001	19 725 300 000	3,92%	109,02%	18 093 600 000	1,41%
1981-2001	298 941 850 000	116,80%			19,17%
moyenne arithmétique des tca		4,02%			0,95%
taux de croissance moyen		3,94%			0,88%
variance		0,18%			0,15%

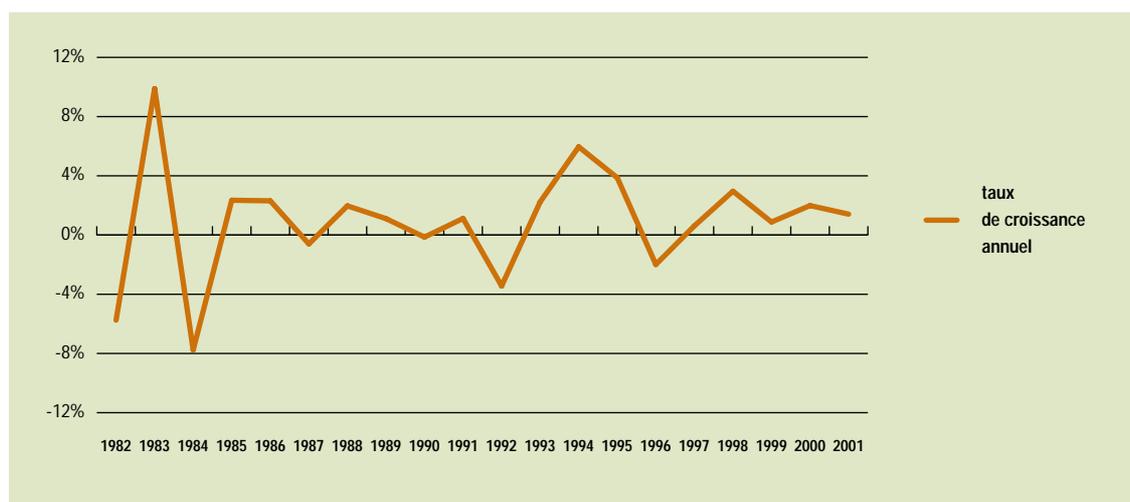
Sources : Données budgétaires de la Communauté française et calculs CREW

L'augmentation importante enregistrée en 1983 doit être interprétée avec prudence. Elle est en partie due à la présence, dans la base de données, d'allocations recouvrant le domaine culturel et d'autres domaines (sportif entre autres). Ce cas se pose principalement pour les dépenses d'infrastructure des années 1981 à 1983.

En francs courants, les dépenses comprises dans ce périmètre ont plus que doublé, en francs constants elles ont été multipliées par **1,19**.

Le taux de croissance annuel moyen des dépenses exprimées en **francs courants** est de **3,94 %** et en **francs constants**, il est un peu inférieur à 1 % (**0,88 %**). Les moyens octroyés à la culture sont donc en légère augmentation pendant la période considérée. La variance est relativement faible.

Graphique 1. Taux de croissance annuels des dépenses culturelles exprimées en BEF constants de 1982 à 2001



Sources : Données budgétaires de la Communauté française et calculs CREW

B. Second scénario

Tableau 2. Evolution des dépenses culturelles élargies allouées à la culture de 1981 à 2001

	en BEF courants	taux de croissance annuel	indice des prix à la consommation (base 1996)	en BEF constants (base 1996)	taux de croissance annuel
1981	9 574 300 000		59,92%	15 977 800 000	
1982	9 776 400 000	2,11%	65,15%	15 005 600 000	-6,08%
1983	11 560 200 000	18,25%	70,14%	16 480 800 000	9,83%
1984	11 220 300 000	-2,94%	74,59%	15 042 300 000	-8,73%
1985	12 059 900 000	7,48%	78,22%	15 417 300 000	2,49%
1986	12 491 300 000	3,58%	79,24%	15 764 700 000	2,25%
1987	12 620 000 000	1,03%	80,47%	15 683 500 000	-0,52%
1988	13 090 600 000	3,73%	81,40%	16 081 700 000	2,54%
1989	13 643 100 000	4,22%	83,93%	16 255 300 000	1,08%
1990	14 122 300 000	3,51%	86,82%	16 265 400 000	0,06%
1991	14 804 600 000	4,83%	89,62%	16 520 100 000	1,57%
1992	14 561 650 000	-1,64%	91,79%	15 863 800 000	-3,97%
1993	15 524 400 000	6,61%	94,32%	16 459 300 000	3,75%
1994	16 914 100 000	8,95%	96,56%	17 516 200 000	6,42%
1995	17 786 400 000	5,16%	97,98%	18 153 100 000	3,64%
1996	17 758 400 000	-0,16%	100,00%	17 758 400 000	-2,17%
1997	18 493 200 000	4,14%	101,63%	18 196 600 000	2,47%
1998	19 212 100 000	3,89%	102,60%	18 725 400 000	2,91%
1999	19 684 000 000	2,46%	103,75%	18 973 000 000	1,32%
2000	20 643 700 000	4,88%	106,39%	19 403 900 000	2,27%
2001	21 516 200 000	4,23%	109,02%	19 736 300 000	1,71%
1981-2001	317 057 150 000	124,73%			23,52%
moyenne arithmétique des tca		4,22%			1,14%
taux de croissance moyen		4,13%			1,06%
variance		0,19%			0,17%

Sources : Données budgétaires de la Communauté française et calculs CREW

La croissance des dépenses est quelque peu supérieure dans ce second scénario. Le taux de croissance annuel moyen passe la barre des **4 %**. En termes **réels** (BEF constants), ce taux est tout juste supérieur à **1 %**.

I.3 Dépenses culturelles par rapport au nombre d'habitants

Le nombre exact d'habitants de la Communauté française n'est pas connu. Celui-ci a donc été estimé comme étant égal à la population de la Région wallonne, augmentée de 80 % de la population de la Région bruxelloise⁷ et diminuée de la population de la Communauté germanophone, sur base des données disponibles en la matière auprès de l'Institut National des Statistiques.

A. Premier scénario

Tableau 3. Evolution des dépenses culturelles rapportées au nombre d'habitants de 1981 à 2001

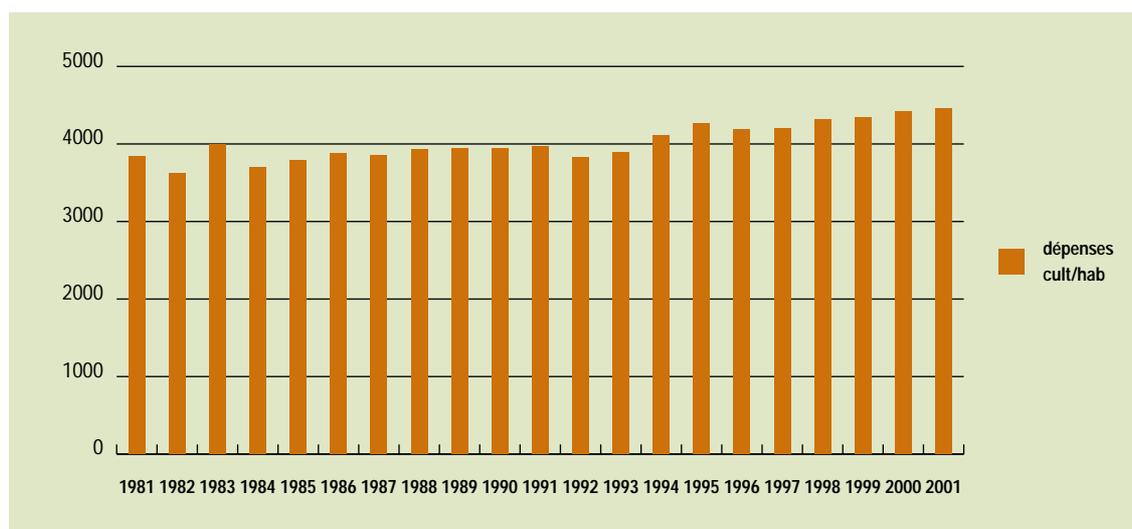
	nombre d'habitants	en BEF courants			en BEF constants (1996)		
		dépenses culturelles	dépenses cult/hab	taux de croissance annuel	dépenses culturelles	dépenses cult/hab	taux de croissance annuel
1981	3 960 034	9 098 300 000	2 297,53		15 183 400 000	3 834,16	
1982	3 948 971	9 323 200 000	2 360,92	2,76%	14 310 000 000	3 623,73	-5,49%
1983	3 939 218	11 030 700 000	2 800,23	18,61%	15 725 900 000	3 992,14	10,17%
1984	3 928 009	10 820 400 000	2 754,68	-1,63%	14 506 200 000	3 693,02	-7,49%
1985	3 925 585	11 614 300 000	2 958,62	7,40%	14 847 600 000	3 782,26	2,42%
1986	3 920 949	12 036 500 000	3 069,79	3,76%	15 190 700 000	3 874,24	2,43%
1987	3 917 977	12 149 700 000	3 101,01	1,02%	15 099 000 000	3 853,77	-0,53%
1988	3 918 986	12 532 600 000	3 197,92	3,12%	15 396 200 000	3 928,62	1,94%
1989	3 944 436	13 065 600 000	3 312,41	3,58%	15 567 300 000	3 946,65	0,46%
1990	3 948 162	13 497 700 000	3 418,73	3,21%	15 546 000 000	3 937,53	-0,23%
1991	3 959 470	14 087 200 000	3 557,85	4,07%	15 719 500 000	3 970,10	0,83%
1992	3 968 713	13 932 950 000	3 510,70	-1,33%	15 178 900 000	3 824,64	-3,66%
1993	3 985 152	14 637 400 000	3 672,98	4,62%	15 518 900 000	3 894,18	1,82%
1994	3 995 054	15 877 900 000	3 974,39	8,21%	16 443 100 000	4 115,86	5,69%
1995	4 005 191	16 734 000 000	4 178,08	5,13%	17 079 000 000	4 264,22	3,60%
1996	4 003 628	16 738 900 000	4 180,93	0,07%	16 738 900 000	4 180,93	-1,95%
1997	4 011 580	17 117 000 000	4 266,90	2,06%	16 842 500 000	4 198,47	0,42%
1998	4 019 128	17 791 800 000	4 426,78	3,75%	17 341 100 000	4 314,64	2,77%
1999	4 025 550	18 149 300 000	4 508,53	1,85%	17 493 700 000	4 345,67	0,72%
2000	4 036 139	18 981 100 000	4 702,79	4,31%	17 841 200 000	4 420,36	1,72%
2001	4 055 409	19 725 300 000	4 863,95	3,43%	18 093 600 000	4 461,60	0,93%
1981-2001		298 941 850 000		111,70%			16,36%
moyenne arithmétique des tca				3,90%			0,83%
taux de croissance moyen				3,82%			0,76%
variance				0,18%			0,14%

⁷ Il s'agit de la clé institutionnelle appliquée à la Région bruxelloise : 80 % en faveur de la Région wallonne et 20 % en faveur de la Région flamande.

Sources : Données budgétaires de la Communauté française et calculs CREW

Selon l'univers de la culture retenu ici, la Communauté française a dépensé, en 2001, **4 864 BEF** (4 461 BEF de 1996) par habitant pour soutenir la culture. Pour la période considérée, le taux de croissance moyen des dépenses culturelles par habitant est inférieur au taux de croissance moyen des dépenses culturelles (0,76 % au lieu de 0,88 %). La variance est faible.

Graphique 2. Evolution des dépenses culturelles rapportées au nombre d'habitants de 1981 à 2001



B. Second scénario

Tableau 4. Evolution des dépenses culturelles élargies rapportées au nombre d'habitants de 1981 à 2001

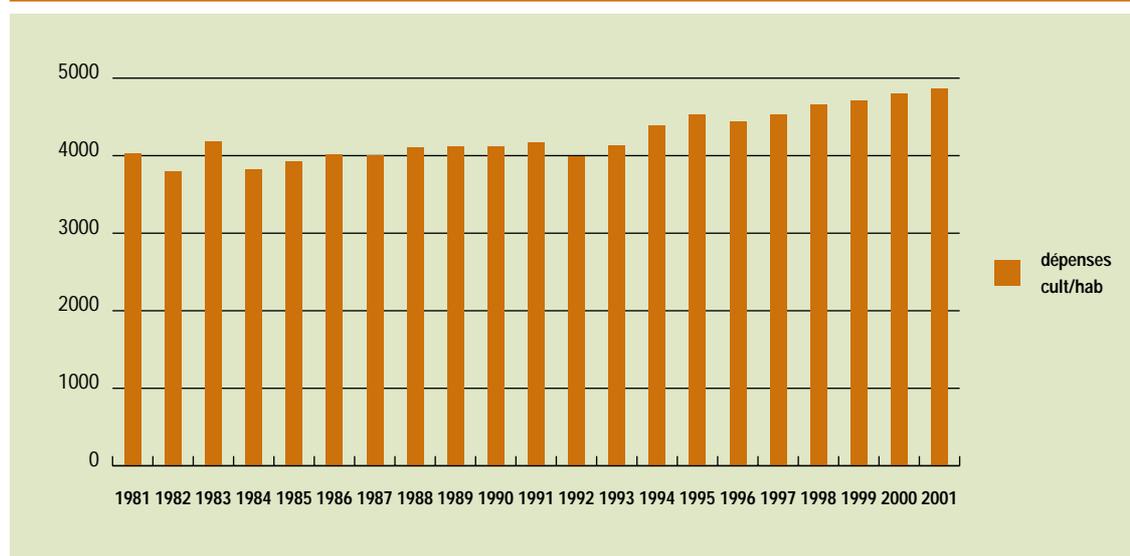
	nombre d'habitants	en BEF courants			en BEF constants (1996)		
		dépenses culturelles	dépenses cult/hab	taux de croissance annuel	dépenses culturelles	dépenses cult/hab	taux de croissance annuel
1981	3 960 034	9 574 300 000	2 417,73		15 977 800 000	4 034,76	
1982	3 948 971	9 776 400 000	2 475,68	2,40%	15 005 600 000	3 799,88	-5,82%
1983	3 939 218	11 560 200 000	2 934,64	18,54%	16 480 800 000	4 183,77	10,10%
1984	3 928 009	11 220 300 000	2 856,49	-2,66%	15 042 300 000	3 829,50	-8,47%
1985	3 925 585	12 059 900 000	3 072,13	7,55%	15 417 300 000	3 927,39	2,56%
1986	3 920 949	12 491 300 000	3 185,78	3,70%	15 764 700 000	4 020,63	2,37%
1987	3 917 977	12 620 000 000	3 221,05	1,11%	15 683 500 000	4 002,96	-0,44%
1988	3 918 986	13 090 600 000	3 340,30	3,70%	16 081 700 000	4 103,54	2,51%
1989	3 944 436	13 643 100 000	3 458,82	3,55%	16 255 300 000	4 121,07	0,43%
1990	3 948 162	14 122 300 000	3 576,93	3,41%	16 265 400 000	4 119,74	-0,03%
1991	3 959 470	14 804 600 000	3 739,04	4,53%	16 520 100 000	4 172,30	1,28%
1992	3 968 713	14 561 650 000	3 669,11	-1,87%	15 863 800 000	3 997,22	-4,20%
1993	3 985 152	15 524 400 000	3 895,56	6,17%	16 459 300 000	4 130,16	3,33%
1994	3 995 054	16 914 100 000	4 233,76	8,68%	17 516 200 000	4 384,47	6,16%
1995	4 005 191	17 786 400 000	4 440,84	4,89%	18 153 100 000	4 532,39	3,37%
1996	4 003 628	17 758 400 000	4 435,58	-0,12%	17 758 400 000	4 435,58	-2,14%
1997	4 011 580	18 493 200 000	4 609,95	3,93%	18 196 600 000	4 536,02	2,26%
1998	4 019 128	19 212 100 000	4 780,17	3,69%	18 725 400 000	4 659,07	2,71%
1999	4 025 550	19 684 000 000	4 889,77	2,29%	18 973 000 000	4 713,14	1,16%
2000	4 036 139	20 643 700 000	5 114,71	4,60%	19 403 900 000	4 807,54	2,00%
2001	4 055 409	21 516 200 000	5 305,56	3,73%	19 736 300 000	4 866,66	1,23%
1981-2001		317 057 150 000		119,44%			20,62%
moyenne arithmétique des tca				4,09%			1,02%
taux de croissance moyen				4,01%			0,94%
variance				0,19%			0,16%

Sources : Données budgétaires de la Communauté française et calculs CREW

Dans cette seconde approche, les moyens octroyés à la culture par habitant sont, en 2001, supérieurs de 442 BEF courants aux montants calculés en prenant une définition plus restreinte de la culture, et supérieurs de 405 BEF en termes réels. Il s'agit d'une différence appréciable.

Le taux de croissance moyen est supérieur selon ce scénario et s'approche de 1 %.

Graphique 3. Evolution des dépenses culturelles élargies rapportées au nombre d'habitants (en BEF constants) de 1981 à 2001



⁸ Entre 1981 et 2001, la population germanophone représente de 2,00 % à 2,12 % de la population wallonne.

⁹ En SEC 79, taux de croissance régionaux entre 1981 et 1994 issus des *Comptes régionaux 1975-1997* et disponibles sur le site Belgostat.be.

¹⁰ Cette réropolation reproduit donc les évolutions régionales observées dans les anciennes publications à la structure présentée dans la nouvelle publication. Ceci implique l'hypothèse que le passage à la nouvelle publication (adoption des concepts SEC 95 et autres modifications méthodologiques introduites par l'ICN) n'affecte pas la croissance régionale.

I.4 Dépenses culturelles par rapport au PIB communautaire

Le PIB communautaire n'étant pas calculé par l'Institut des Comptes Nationaux, nous avons estimé celui-ci sur base des PIB régionaux qui eux, sont disponibles auprès de l'ICN. Le PIB communautaire a donc été estimé comme suit :

$$PIB_{CF} = PIB_{RW} + 80\% * PIB_{RB} - \left(\frac{pop_{CG}}{pop_{RW}} \right) * PIB_{RW}$$

Afin d'être cohérent avec l'estimation retenue pour la population, une partie du PIB de la Région wallonne, correspondant à la part de la population de la Communauté germanophone dans la population de la Région wallonne, a été retirée⁸.

Depuis 1995, les PIB régionaux sont calculés par l'ICN sur base de la méthodologie SEC 95 alors qu'auparavant, ce calcul était fait sur base du SEC 79. L'ICN n'a pas publié de réropolations SEC 95 des agrégats régionaux. Les séries régionales entre 1981 et 1994 doivent donc être estimées. Les réropolations effectuées au sein du Centre de Recherches sur l'Economie Wallonne consistent à appliquer rétrospectivement les taux de croissance des séries nominales connues en SEC 79⁹ à la première valeur en SEC 95 publiée par l'ICN¹⁰.

Les PIB régionaux de 2000 et 2001 n'ont pas encore été publiés par l'ICN. Nous avons donc retenu pour ces années les valeurs estimées par le CREW.

A. Premier scénario

Tableau 5. Evolution des dépenses culturelles par rapport au PIB communautaire de 1981 à 2001 ¹¹

	dépenses totales (en BEF courants)	estimation du PIB (en BEF courants)	dépenses culturelles / PIB	taux de croissance
1981	9 098 300 000	1 585 736 000 000	0,574%	
1982	9 323 200 000	1 701 837 000 000	0,548%	-4,52%
1983	11 030 700 000	1 791 838 000 000	0,616%	12,37%
1984	10 820 400 000	1 913 180 000 000	0,566%	-8,13%
1985	11 614 300 000	2 015 638 000 000	0,576%	1,88%
1986	12 036 500 000	2 113 749 000 000	0,569%	-1,18%
1987	12 149 700 000	2 187 037 000 000	0,556%	-2,44%
1988	12 532 600 000	2 308 831 000 000	0,543%	-2,29%
1989	13 065 600 000	2 471 682 000 000	0,529%	-2,62%
1990	13 497 700 000	2 596 803 000 000	0,520%	-1,67%
1991	14 087 200 000	2 736 914 000 000	0,515%	-0,98%
1992	13 932 950 000	2 872 923 000 000	0,485%	-5,78%
1993	14 637 400 000	2 952 048 000 000	0,496%	2,24%
1994	15 877 900 000	3 073 481 000 000	0,517%	4,19%
1995	16 734 000 000	3 162 381 000 000	0,529%	2,43%
1996	16 738 900 000	3 249 325 000 000	0,515%	-2,65%
1997	17 117 000 000	3 375 245 000 000	0,507%	-1,56%
1998	17 791 800 000	3 526 698 000 000	0,504%	-0,52%
1999	18 149 300 000	3 664 686 000 000	0,495%	-1,83%
2000	18 981 100 000	3 842 662 000 000	0,494%	-0,26%
2001	19 725 300 000	3 940 425 000 000	0,501%	1,34%
1981-2001	298 941 850 000	57 083 119 000 000	0,524%	-12,75%
moyenne arithmétique des tca				-0,60%
taux de croissance moyen				-0,68%
variance				0,18%

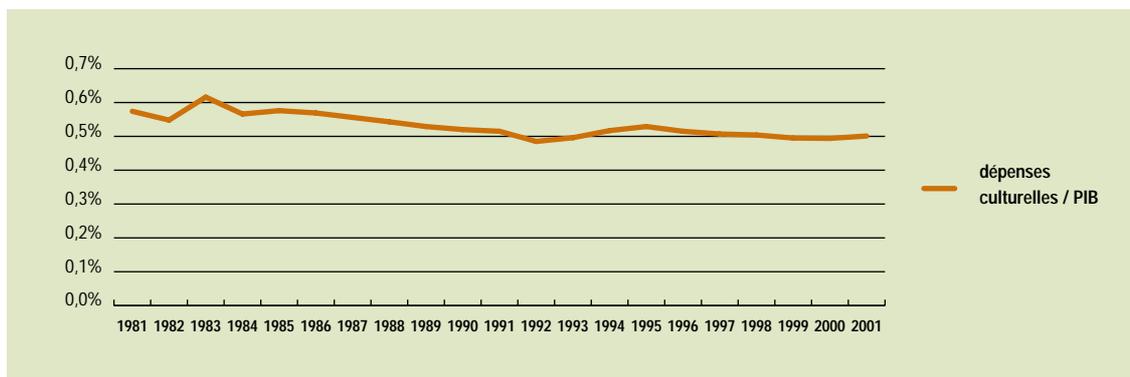
Sources : Données budgétaires de la Communauté française, calculs CREW ; Comptes régionaux, Agrégats par branche d'activité 1995-1999, ICN (aussi disponible sur site Internet Belgostat) et projections régionales CREW

Sur l'ensemble de la période, les dépenses culturelles varient dans une fourchette de 0,48 % à 0,62 % du PIB communautaire, et s'établissent en moyenne à **0,52 %** de ce même PIB.

Selon les estimations proposées, le ratio des dépenses culturelles par rapport au PIB communautaire serait en baisse sur pratiquement toute la période. De nouveau, les résultats positifs observés de 1981 à 1983 (et principalement en 1983) sont à nuancer puisque les données comportent des moyens attribués à d'autres domaines que la culture au sens où nous l'avons délimitée.

¹¹ Ce tableau est construit sur base des divisions 20 à 25, 46, 57 et d'une partie de la division 15.

Graphique 4. Evolution des dépenses culturelles par rapport au PIB communautaire de 1981 à 2001



B. Second scénario

Tableau 6. Evolution des dépenses culturelles élargies par rapport au PIB communautaire de 1981 à 2001 ¹²

	dépenses totales (en BEF courants)	estimation du PIB (en BEF courants)	dépenses culturelles / PIB	taux de croissance
1981	9 574 300 000	1 585 736 000 000	0,604%	
1982	9 776 400 000	1 701 837 000 000	0,574%	-4,86%
1983	11 560 200 000	1 791 838 000 000	0,645%	12,31%
1984	11 220 300 000	1 913 180 000 000	0,586%	-9,10%
1985	12 059 900 000	2 015 638 000 000	0,598%	2,02%
1986	12 491 300 000	2 113 749 000 000	0,591%	-1,23%
1987	12 620 000 000	2 187 037 000 000	0,577%	-2,36%
1988	13 090 600 000	2 308 831 000 000	0,567%	-1,74%
1989	13 643 100 000	2 471 682 000 000	0,552%	-2,65%
1990	14 122 300 000	2 596 803 000 000	0,544%	-1,48%
1991	14 804 600 000	2 736 914 000 000	0,541%	-0,54%
1992	14 561 650 000	2 872 923 000 000	0,507%	-6,30%
1993	15 524 400 000	2 952 048 000 000	0,526%	3,75%
1994	16 914 100 000	3 073 481 000 000	0,550%	4,65%
1995	17 786 400 000	3 162 381 000 000	0,562%	2,20%
1996	17 758 400 000	3 249 325 000 000	0,547%	-2,83%
1997	18 493 200 000	3 375 245 000 000	0,548%	0,25%
1998	19 212 100 000	3 526 698 000 000	0,545%	-0,57%
1999	19 684 000 000	3 664 686 000 000	0,537%	-1,40%
2000	20 643 700 000	3 842 662 000 000	0,537%	0,02%
2001	21 516 200 000	3 940 425 000 000	0,546%	1,64%
1981-2001	317 057 150 000	57 083 119 000 000	0,555%	-9,56%
moyenne arithmétique des tca				-0,41%
taux de croissance moyen				-0,50%
variance				0,20%

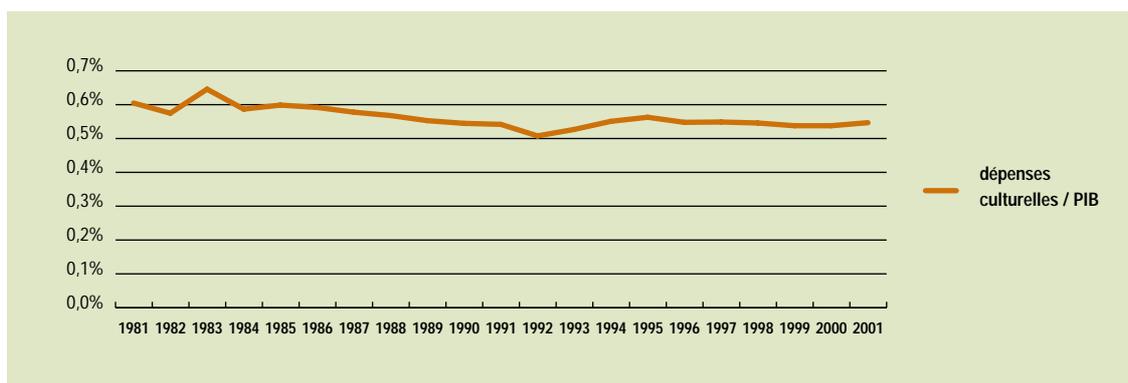
¹² Nous prenons ici en compte les divisions 20 à 25, 46, 57, une partie de la 15, plus certaines allocations des divisions 11, 14, 50, 52 et 55.

Sources : Données budgétaires de la Communauté française, calculs CREW ; Comptes régionaux, Agrégats par branche d'activité 1995-1999, ICN (aussi disponible sur site Internet Belgostat) et projections régionales CREW

Avec l'élargissement du " périmètre " culturel, ce ratio est compris entre 0,51 % et 0,64 % et affiche une moyenne de **0,55 %**. La différence est donc minime.

La baisse enregistrée par le taux de croissance moyen est un peu moins sévère selon ce scénario.

Graphique 5. Evolution des dépenses culturelles élargies par rapport au PIB communautaire de 1981 à 2001



I.5 Dépenses culturelles par rapport aux dépenses d'enseignement

On sait que sur la période passée en revue, la Communauté française a connu d'importantes évolutions dans l'attribution (ou l'exercice) de ses compétences, qui ne sont pas sans influencer sur sa " masse " budgétaire globale. Tenter d'observer la part prise par les dépenses culturelles dans les dépenses totales de la Communauté durant cette période est donc délicat.

Il est par contre apparu plus réaliste de comparer les dépenses culturelles et celles consacrées à l'enseignement.

Avant la communautarisation de l'enseignement (1989), la matière était gérée au niveau national et se traduisait sous forme de deux budgets : l'un était consacré à l'enseignement en régime français, et l'autre à l'enseignement néerlandophone. Pour procéder à la confrontation des sous-ensembles " Culture " et " Enseignement ", ont été inventoriés les totaux des dépenses de l'éducation nationale (régime français) pour la période 1981 - 1988. La suite de la série (1989 - 2001) provient de la base de données du Ministère.

Comme l'univers budgétaire de l'enseignement a été lui-même modifié à plusieurs reprises entre 1981 et 2001¹³, n'ont été prises en considération que les dépenses de l'enseignement fondamental, secondaire, spécial, universitaire, supérieur non universitaire, de promotion sociale et à distance, l'enseignement artistique étant rangé, pour sa part, dans le périmètre culturel, tel que défini au début du chapitre.

Deux ratios sont calculés dans les tableaux et les graphiques suivants :

- > La part de la culture dans les dépenses totalisée de culture et d'enseignement,
- > Le rapport entre les dépenses culturelles et d'enseignement.

¹³ Citons par exemple l'inspection médicale scolaire. Pour certaines années, cette matière se trouve dans le budget de l'enseignement alors que pour d'autres, elle fait partie des dépenses de santé.

A. Premier scénario

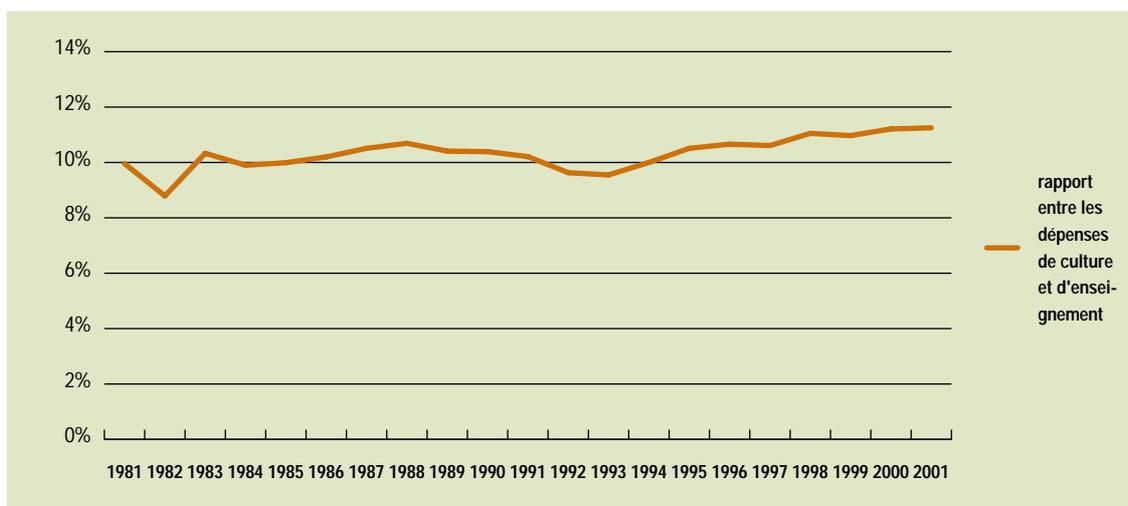
Tableau 7. Evolution des dépenses culturelles et d'enseignement de 1981 à 2001					
	en BEF courants			part de la culture dans les dépenses de culture et d'enseignement	évolution
	dépenses de culture	dépenses d'enseignement	dépenses de culture et d'enseignement		
1981	9 098 300 000	91 372 700 000	100 471 000 000	9,06%	
1982	9 323 200 000	106 114 900 000	115 438 100 000	8,08%	-10,81%
1983	11 030 700 000	106 747 100 000	117 777 800 000	9,37%	15,96%
1984	10 820 400 000	109 314 200 000	120 134 600 000	9,01%	-3,83%
1985	11 614 300 000	116 265 000 000	127 879 300 000	9,08%	0,84%
1986	12 036 500 000	117 994 600 000	130 031 100 000	9,26%	1,92%
1987	12 149 700 000	115 588 500 000	127 738 200 000	9,51%	2,75%
1988	12 532 600 000	117 251 700 000	129 784 300 000	9,66%	1,53%
1989	13 065 600 000	125 463 600 000	138 529 200 000	9,43%	-2,33%
1990	13 497 700 000	129 933 500 000	143 431 200 000	9,41%	-0,22%
1991	14 087 200 000	138 010 600 000	152 097 800 000	9,26%	-1,58%
1992	13 932 950 000	144 693 800 000	158 626 750 000	8,78%	-5,17%
1993	14 637 400 000	153 259 000 000	167 896 400 000	8,72%	-0,74%
1994	15 877 900 000	158 809 900 000	174 687 800 000	9,09%	4,26%
1995	16 734 000 000	159 287 600 000	176 021 600 000	9,51%	4,59%
1996	16 738 900 000	156 966 800 000	173 705 700 000	9,64%	1,36%
1997	17 117 000 000	161 325 400 000	178 442 400 000	9,59%	-0,46%
1998	17 791 800 000	161 030 100 000	178 821 900 000	9,95%	3,72%
1999	18 149 300 000	165 391 100 000	183 540 400 000	9,89%	-0,61%
2000	18 981 100 000	169 286 400 000	188 267 500 000	10,08%	1,96%
2001	19 725 300 000	175 282 000 000	195 007 300 000	10,12%	0,33%
1981-2001	298 941 850 000	2 879 388 500 000	3 178 330 350 000	9,41%	11,70%
moyenne arithmétique des tca					0,67%
taux de croissance annuel moyen					0,55%
variance					0,26%

Sources : Données budgétaires de la Communauté française, *Moniteur Belge* (3/02/1983, 2/08/1983, 5/08/1983, 14/12/1983, 9/08/1981, 10/10/1985, 6/08/1988, 19/08/1988, 20/08/1988, 11/02/1989, 4/01/1990, 9/01/1990), calculs CREW

La part de la culture dans le total des dépenses culturelles et d'enseignement représente en moyenne **9,41 %** sur la période. Elle est en légère augmentation : 9,06 % en 1981, 10,12 % en 2001. Cela revient à dire que le taux de croissance du premier sous-ensemble est supérieur à celui du second : le taux de croissance annuel moyen du périmètre des dépenses culturelles présentées ici s'élève en effet à 3,94 %, tandis que celui des dépenses d'enseignement représente 3,31 %.

Il est vraisemblable que l'augmentation de la part de la culture qui se dessine au milieu des années 90 est principalement expliquée par les mesures de rationalisation prises en matière d'enseignement à cette époque.

Graphique 6. Rapport entre les dépenses culturelles et d'enseignement de 1981 à 2001



B. Second scénario

Tableau 8. Evolution des dépenses culturelles élargies et d'enseignement de 1981 à 2001 ¹⁴

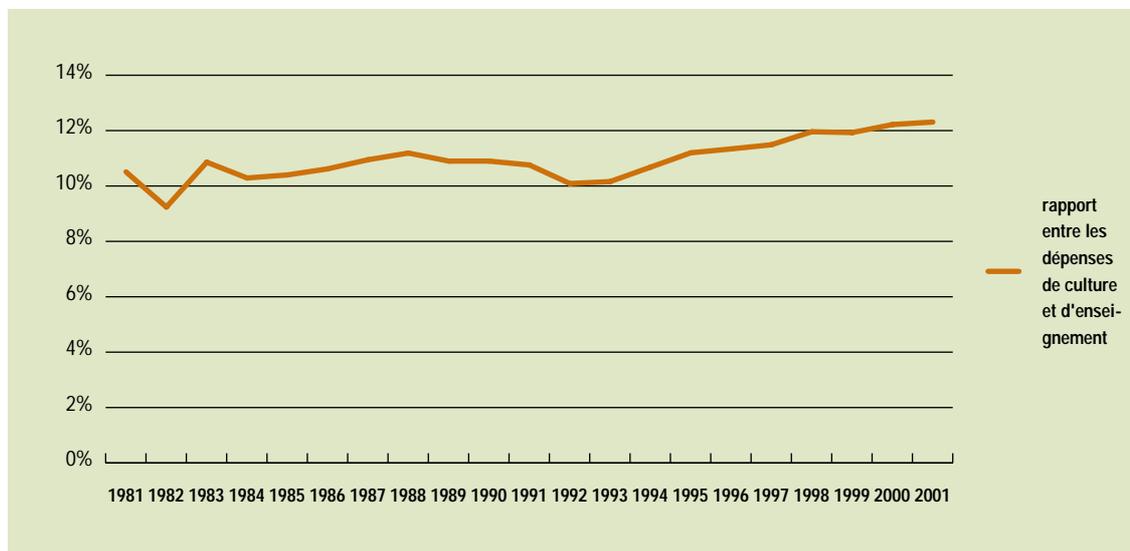
	en BEF courants			part de la culture dans les dépenses de culture et d'enseignement	évolution
	dépenses de culture	dépenses d'enseignement	dépenses de culture et d'enseignement		
1981	9 574 300 000	91 372 700 000	100 947 000 000	9,48%	
1982	9 776 400 000	106 114 900 000	115 891 300 000	8,44%	-11,06%
1983	11 560 200 000	106 747 100 000	118 307 300 000	9,77%	15,83%
1984	11 220 300 000	109 314 200 000	120 534 500 000	9,31%	-4,73%
1985	12 059 900 000	116 265 000 000	128 324 900 000	9,40%	0,96%
1986	12 491 300 000	117 994 600 000	130 485 900 000	9,57%	1,86%
1987	12 620 000 000	115 588 500 000	128 208 500 000	9,84%	2,82%
1988	13 090 600 000	117 251 700 000	130 342 300 000	10,04%	2,03%
1989	13 643 100 000	125 463 600 000	139 106 700 000	9,81%	-2,35%
1990	14 122 300 000	129 933 500 000	144 055 800 000	9,80%	-0,04%
1991	14 804 600 000	138 010 600 000	152 815 200 000	9,69%	-1,18%
1992	14 561 650 000	144 693 800 000	159 255 450 000	9,14%	-5,62%
1993	15 524 400 000	153 259 000 000	168 783 400 000	9,20%	0,59%
1994	16 914 100 000	158 809 900 000	175 724 000 000	9,63%	4,65%
1995	17 786 400 000	159 287 600 000	177 074 000 000	10,04%	4,36%
1996	17 758 400 000	156 966 800 000	174 725 200 000	10,16%	1,18%
1997	18 493 200 000	161 325 400 000	179 818 600 000	10,28%	1,19%
1998	19 212 100 000	161 030 100 000	180 242 200 000	10,66%	3,64%
1999	19 684 000 000	165 391 100 000	185 075 100 000	10,64%	-0,22%
2000	20 643 700 000	169 286 400 000	189 930 100 000	10,87%	2,19%
2001	21 516 200 000	175 282 000 000	196 798 200 000	10,93%	0,59%
1981-2001	317 057 150 000	2 879 388 500 000	3 196 445 650 000	9,92%	15,27%
moyenne arithmétique des tca					0,84%
taux de croissance annuel moyen					0,71%
variance					0,26%

¹⁴ Nous avons en plus tenu compte d'allocations des divisions organiques 11, 14, 50, 52 et 55.

Sources : Données budgétaires de la Communauté française, Moniteur Belge (3/02/1983, 2/08/1983, 5/08/1983, 14/12/1983, 9/08/1981, 10/10/1985, 6/08/1988, 19/08/1988, 20/08/1988, 11/02/1989, 4/01/1990, 9/01/1990), calculs CREW

Le fait d'élargir le champ de la culture modifie peu la part moyenne de la culture dans le total (+ 0,50 %, c'est-à-dire 9,92 % au lieu de 9,41 % en moyenne sur la période).

Graphique 7. Rapport entre les dépenses culturelles élargies et d'enseignement de 1981 à 2001



Avec les données du premier périmètre, le rapport dépenses culturelles/dépenses d'enseignement s'approche de 10 % en début de période pour s'élever à un peu plus de 11 % en fin de période.

Ce même rapport, sur base du second périmètre des dépenses culturelles, évolue de 10 à un peu plus de 12 %.

Chapitre #2

EVOLUTION
DES MOYENS PAR
DIVISION ORGANIQUE



Après avoir balisé le(s) périmètre(s) des dépenses culturelles de la Communauté et avoir proposé la construction de quelques indicateurs macro-économiques, la présente synthèse se propose de passer en revue, de manière plus détaillée, les principales composantes du premier périmètre défini (scénario A).

Plusieurs divisions organiques du budget seront passées en revue et détaillées au niveau des programmes¹⁵ qui les composent. Il sera aussi question des autres principaux sous-ensembles (Enseignement artistique, CGRI, ...), présentés en bloc, compte tenu du fait qu'il est impossible de reconstituer, de manière satisfaisante pour l'instant, la " filiation " des données lorsqu'on souhaite " descendre " au premier niveau de détail, les programmes, sur l'ensemble de la période.

Le " noyau dur " des dépenses culturelles figure dans les divisions organiques 20 à 25 du budget. Hormis les trois premières années des séries, le rattachement des crédits antérieurs à 1993 à l'organisation budgétaire par programme et à la structure budgétaire 2001, s'effectue presque complètement. Il faut cependant attirer l'attention du lecteur sur le fait qu'une partie des crédits des trois premières années de la série que l'on est fondé à considérer comme culturels, n'a pas pu être reliée jusqu'à présent à l'une ou l'autre des DO 20 à 25. Ces crédits ne sont d'ailleurs pas repris dans le périmètre A¹⁶. Il apparaît également qu'une très faible partie des dépenses enregistrées sous les divisions organiques aujourd'hui numérotée 20, 21, 23 et 24 n'a pu être reliée à l'un ou l'autre programme de ces mêmes DO de manière assurée et satisfaisante (les montants sont répertoriés comme tels dans une rubrique " non relié ").

Ceci a une incidence sur le calcul des taux de croissance présentés puisqu'on utilise des données de début de série plus basses qu'elles ne devraient l'être : ils subissent une surestimation. Malheureusement on ne peut pas mesurer la chose ni indiquer dans quel(s) programme(s) elle se présente.

¹⁵ Le détail existe jusqu'au niveau des " activités " et des allocations de base, mais ne sera pas présenté ici.

¹⁶ Les montants sont respectivement :
1981 : 190,4 M ;
1982 : 182,6 M ; et
1983 : 171,4 M.

Moyennant cet avertissement, le chapitre présente, pour chaque division, des tableaux qui reprennent :

- > les dépenses par programme en francs courants ;
- > les dépenses par programme en francs constants ;
- > les taux de croissance annuels des montants attribués à chaque programme (DO 20 à 25) ;
- > les dépenses par habitant de la Communauté française.

Comme on n'envisage pas ici d'explorer les observations au-delà du détail des programmes, on s'attardera uniquement à ceux dont l'intitulé est suffisamment " parlant " (Centres culturels, Lecture publique, Musique, etc.). D'autres, en effet, possèdent des intitulés " larges " (exemple : " Initiatives diverses ") qui mériteraient que, dans une publication ultérieure, l'on se penche sur le détail des activités, voire des allocations de base.

II. 1. Division organique 20 : Affaires générales de la culture

La division 20 contient actuellement quatre programmes intitulés :

- > 0 : Subsistance
- > 1 : Initiatives et interventions diverses
- > 2 : Centres culturels
- > 3 : Dotation à la Commission communautaire française

Tableau 9. Montants enregistrés dans les différents programmes de la DO 20 (en BEF courants) de 1981 à 2001

	0	1	2	3	non relié	total
1981	42 900 000	146 750 000	94 900 000	184 300 000	100 000	468 950 000
1982	45 800 000	167 550 000	102 400 000	184 300 000	100 000	500 150 000
1983	47 850 000	152 950 000	120 400 000	197 200 000	125 100 000	643 500 000
1984	86 900 000	167 100 000	161 100 000	207 100 000		622 200 000
1985	69 900 000	171 000 000	221 500 000	223 500 000	500 000	686 400 000
1986	69 200 000	214 300 000	227 000 000	231 300 000		741 800 000
1987	78 200 000	112 500 000	244 300 000	231 300 000	218 000 000	884 300 000
1988	68 600 000	160 300 000	270 700 000	239 300 000		738 900 000
1989	66 200 000	171 700 000	282 600 000	246 000 000		766 500 000
1990	70 600 000	176 300 000	292 300 000	288 000 000	1 000 000	828 200 000
1991	75 400 000	181 600 000	313 400 000	306 000 000		876 400 000
1992	75 500 000	156 700 000	326 400 000	319 300 000		877 900 000
1993	86 300 000	186 800 000	351 400 000	332 300 000		956 800 000
1994	95 900 000	182 300 000	375 800 000	340 600 000		994 600 000
1995	550 100 000	197 800 000	396 800 000	345 000 000		1 489 700 000
1996	542 900 000	189 700 000	410 500 000	345 000 000		1 488 100 000
1997	536 100 000	184 500 000	428 100 000	345 000 000		1 493 700 000
1998	536 000 000	206 500 000	463 300 000	348 500 000		1 554 300 000
1999	599 700 000	231 500 000	473 200 000	348 500 000		1 652 900 000
2000	613 500 000	296 500 000	527 500 000	352 500 000		1 790 000 000
2001	618 500 000	283 200 000	597 200 000	357 700 000		1 856 600 000
Total	4 976 050 000	3 937 550 000	6 680 800 000	5 972 700 000	344 800 000	21 911 900 000

Sources : Données budgétaires de la Communauté française

Les montants importants non reliés à un programme actuel en 1983 et 1987 concernent l'apurement du déficit d'organismes culturels.

L'augmentation importante des moyens enregistrés au programme 0 de 1994 à 1995 s'explique par l'inscription au budget de 1995 (et suivants) d'un crédit variable de 450 millions BEF pour la promotion de l'emploi dans le non-marchand.

Au niveau de 470 millions BEF en début de période, la DO représente 1,8 milliard BEF en fin de période. En termes **nominaux**, les crédits sont quasiment multipliés par **4**, et en termes **réels** par un peu plus de **2**.

L'évolution réelle se présente comme suit :

Tableau 10. Montants enregistrés dans les différents programmes de la DO 20 (en BEF constants) de 1981 à 2001

	0	1	2	3	non relié	total
1981	71 600 000	244 900 000	158 400 000	307 600 000	200 000	782 700 000
1982	70 300 000	257 200 000	157 200 000	282 900 000	200 000	767 800 000
1983	68 200 000	218 100 000	171 600 000	281 100 000	178 300 000	917 300 000
1984	116 500 000	224 000 000	216 000 000	277 600 000		834 100 000

1985	89 400 000	218 600 000	283 200 000	285 700 000	600 000	877 500 000
1986	87 300 000	270 500 000	286 500 000	291 900 000		936 200 000
1987	97 200 000	139 800 000	303 600 000	287 400 000	270 900 000	1 098 900 000
1988	84 300 000	196 900 000	332 600 000	294 000 000		907 800 000
1989	78 900 000	204 600 000	336 700 000	293 100 000		913 300 000
1990	81 300 000	203 100 000	336 700 000	331 700 000	1 200 000	954 000 000
1991	84 100 000	202 600 000	349 700 000	341 500 000		977 900 000
1992	82 300 000	170 700 000	355 600 000	347 900 000		956 500 000
1993	91 500 000	198 000 000	372 600 000	352 300 000		1 014 400 000
1994	99 300 000	188 800 000	389 200 000	352 700 000		1 030 000 000
1995	561 400 000	201 900 000	405 000 000	352 100 000		1 520 400 000
1996	542 900 000	189 700 000	410 500 000	345 000 000		1 488 100 000
1997	527 500 000	181 500 000	421 200 000	339 500 000		1 469 700 000
1998	522 400 000	201 300 000	451 600 000	339 700 000		1 515 000 000
1999	578 000 000	223 100 000	456 100 000	335 900 000		1 593 100 000
2000	576 700 000	278 700 000	495 800 000	331 300 000		1 682 500 000
2001	567 300 000	259 800 000	547 800 000	328 100 000		1 703 000 000
Total	5 078 400 000	4 473 800 000	7 237 600 000	6 699 000 000	451 400 000	23 940 200 000

Sources : Données budgétaires de la Communauté française et calculs CREW

Les taux de croissance importants de 1983 et 1987 sont la conséquence de la prise en compte des montants consacrés à l'apurement des déficits d'organismes culturels. Comme il s'agit de montants ponctuels, les taux de croissance sont négatifs les années qui suivent.

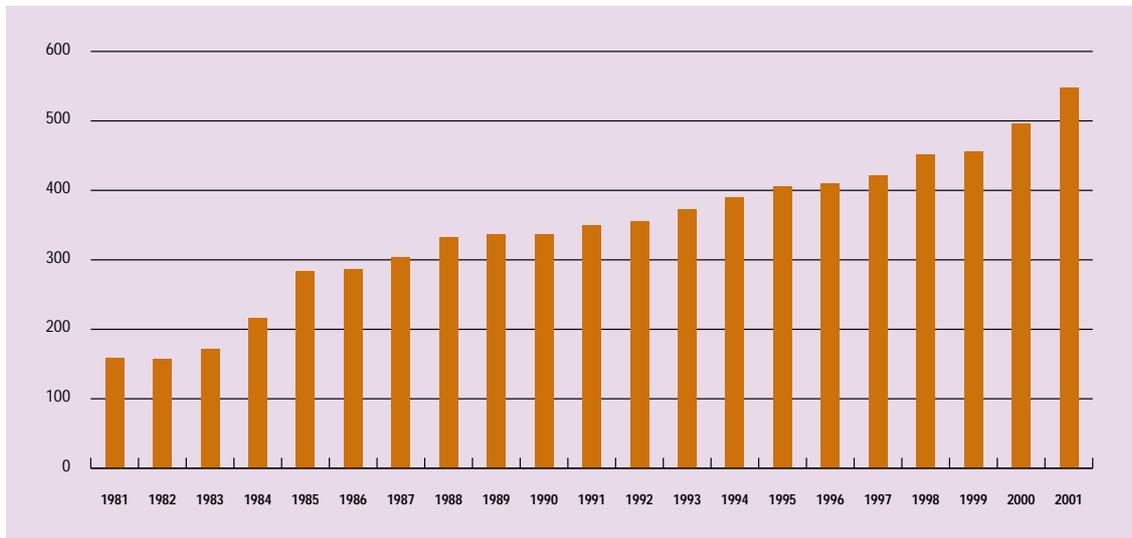
Tableau 11. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés en DO 20 (en BEF constants) de 1982 à 2001

	0	1	2	3	non relié	total
1982	-1,82%	5,02%	-0,76%	-8,03%		-1,90%
1983	-2,99%	-15,20%	9,16%	-0,64%		19,47%
1984	70,82%	2,71%	25,87%	-1,25%		-9,07%
1985	-23,26%	-2,41%	31,11%	2,92%		5,20%
1986	-2,35%	23,74%	1,17%	2,17%		6,69%
1987	11,34%	-48,32%	5,97%	-1,54%		17,38%
1988	-13,27%	40,84%	9,55%	2,30%		-17,39%
1989	-6,41%	3,91%	1,23%	-0,31%		0,61%
1990	3,04%	-0,73%	0,00%	13,17%		4,46%
1991	3,44%	-0,25%	3,86%	2,95%		2,51%
1992	-2,14%	-15,75%	1,69%	1,87%		-2,19%
1993	11,18%	15,99%	4,78%	1,26%		6,05%
1994	8,52%	-4,65%	4,46%	0,11%		1,54%
1995	465,36%	6,94%	4,06%	-0,17%		47,61%
1996	-3,30%	-6,04%	1,36%	-2,02%		-2,12%
1997	-2,84%	-4,32%	2,61%	-1,59%		-1,24%
1998	-0,97%	10,91%	7,22%	0,06%		3,08%
1999	10,64%	10,83%	1,00%	-1,12%		5,16%
2000	-0,22%	24,92%	8,70%	-1,37%		5,61%
2001	-1,63%	-6,78%	10,49%	-0,97%		1,22%
1981-2001	692,32%	6,08%	245,83%	6,66%		117,58%
moyenne des tca	26,16%	2,07%	6,68%	0,39%		4,63%
taux de croissance moyen	10,90%	0,30%	6,40%	0,32%		3,96%
variance	110,08%	3,31%	0,68%	0,15%		1,64%

Sources : Données budgétaires de la Communauté française et calculs CREW

On notera particulièrement la progression du programme 2 (Centres culturels) qui connaît un rythme moyen de croissance (tcam) de près de 10 % en francs courants sur la période : il avoisine les 100 millions BEF au début des années 80 et affiche près de 600 millions BEF en 2001. En francs constants, le taux de croissance annuel moyen des crédits de ce programme s'élève à 6,4 %.

Graphique 8. Montants enregistrés dans le programme Centres culturels de la DO 20 (en millions de BEF constants) de 1981 à 2001



Rapportées à la population, les dépenses de cette DO représentent 458 BEF (francs 2001) et 420 BEF (en base 1996).

Tableau 12. Dépenses de la DO 20 par rapport au nombre d'habitants (en BEF constants) de 1981 à 2001

	0	1	2	3	non relié	total
1981	18,08	61,84	40,00	77,68	0,05	197,65
1982	17,80	65,13	39,81	71,64	0,05	194,43
1983	17,31	55,37	43,56	71,36	45,26	232,86
1984	29,66	57,03	54,99	70,67		212,35
1985	22,77	55,69	72,14	72,78	0,15	223,53
1986	22,27	68,99	73,07	74,45		238,77
1987	24,81	35,68	77,49	73,35	69,14	280,48
1988	21,51	50,24	84,87	75,02		231,64
1989	20,00	51,87	85,36	74,31		231,54
1990	20,59	51,44	85,28	84,01		241,63
1991	21,24	51,17	88,32	86,25		246,98
1992	20,74	43,01	89,60	87,66		241,01
1993	22,96	49,68	93,50	88,40		254,54
1994	24,86	47,26	97,42	88,28		257,82
1995	140,17	50,41	101,12	87,91		379,61
1996	135,60	47,38	102,53	86,17		371,69
1997	131,49	45,24	105,00	84,63		366,36
1998	129,98	50,09	112,36	84,52		376,95
1999	143,58	55,42	113,30	83,44		395,75
2000	142,88	69,05	122,84	82,08		416,86
2001	139,89	64,06	135,08	80,90		419,93

Sources : Données budgétaires de la Communauté française et calculs CREW

II. 2. Division organique 21 : Promotion des Arts de la scène

Cette DO pèse en seconde place dans le noyau dur des dépenses culturelles, après l'Audiovisuel (en ce compris la RTBF). Abstraction faite de la chaîne publique, les Arts de la scène occupent la première place (en %) dans ce noyau.

Les programmes de la division 21 sont les suivants :

- > 1 : Initiatives et interventions diverses
- > 2 : Théâtre
- > 3 : Musique
- > 4 : Arts de la danse
- > 5 : Agences de promotion internationale
- > 6 : Arts du cirque, arts forains et de la rue

Tableau 13. Montants enregistrés dans les différents programmes de la DO 21 (en BEF courants) de 1981 à 2001

	1	2	3	4	5	6	non relié	total
1981	4 450 000	390 000 000	385 200 000	64 000 000			7 700 000	851 350 000
1982	5 450 000	366 900 000	402 200 000	65 700 000			7 700 000	847 950 000
1983	6 400 000	456 100 000	420 200 000	73 300 000			7 800 000	963 800 000
1984	76 500 000	609 400 000	458 300 000	85 000 000			7 600 000	1 236 800 000
1985	81 200 000	622 800 000	514 100 000	88 700 000			8 500 000	1 315 300 000
1986	80 300 000	648 200 000	521 200 000	92 300 000				1 342 000 000
1987	65 200 000	649 600 000	534 500 000	96 300 000				1 345 600 000
1988	68 200 000	680 700 000	544 400 000	96 300 000				1 389 600 000
1989	62 900 000	718 500 000	565 800 000	101 000 000				1 448 200 000
1990	68 000 000	761 600 000	593 300 000	101 100 000				1 524 000 000
1991	69 100 000	777 100 000	639 500 000	109 800 000				1 595 500 000
1992	69 100 000	826 600 000	651 000 000	122 200 000				1 668 900 000
1993	70 900 000	835 700 000	693 100 000	125 100 000				1 724 800 000
1994	73 600 000	868 600 000	701 800 000	133 800 000				1 777 800 000
1995	75 200 000	894 500 000	721 000 000	139 600 000				1 830 300 000
1996	72 700 000	908 200 000	747 600 000	143 200 000				1 871 700 000
1997	72 300 000	918 700 000	763 100 000	150 400 000				1 904 500 000
1998	75 600 000	945 700 000	804 300 000	157 500 000	3 500 000			1 986 600 000
1999	73 900 000	991 000 000	849 100 000	162 500 000	4 100 000			2 080 600 000
2000	118 500 000	1 062 200 000	910 300 000	169 800 000	4 800 000	15 000 000		2 280 600 000
2001	173 800 000	1 123 800 000	945 800 000	195 000 000	4 800 000	14 500 000		2 457 700 000
Total	1 463 300 000	16 055 900 000	13 365 800 000	2 472 600 000	17 200 000	29 500 000	39 300 000	33 443 600 000

Sources : Données budgétaires de la Communauté française

Le programme consacré aux agences de promotion internationale est créé en 1998. Les moyens octroyés aux arts du cirque, arts forains et de la rue ne figurent de façon nominative au budget que depuis 2000.

Les montants " non reliés " reprennent principalement des allocations qui concernent indistinctement la musique, le théâtre ou la danse et n'ont pu être ventilées dans ces programmes.

Au niveau de 850 millions BEF en début de période, la DO représente près de 2,5 milliards BEF en fin de période, soit une multiplication par **2,89** (francs **courants**), et un taux de croissance moyen de **5,44 %**.

En francs constants, les séries se présentent comme suit :

Tableau 14. Montants enregistrés dans les différents programmes de la DO 21 (en BEF constants) de 1981 à 2001

	1	2	3	4	5	6	non relié	total
1981	7 400 000	650 800 000	642 800 000	106 800 000			12 800 000	1 420 600 000
1982	8 400 000	563 100 000	617 300 000	100 800 000			11 800 000	1 301 400 000
1983	9 100 000	650 200 000	599 100 000	104 500 000			11 100 000	1 374 000 000
1984	102 600 000	817 000 000	614 400 000	114 000 000			10 200 000	1 658 200 000
1985	103 800 000	796 200 000	657 200 000	113 400 000			10 900 000	1 681 500 000
1986	101 300 000	818 100 000	657 800 000	116 500 000				1 693 700 000
1987	81 000 000	807 300 000	664 300 000	119 700 000				1 672 300 000
1988	83 800 000	836 200 000	668 800 000	118 300 000				1 707 100 000
1989	74 900 000	856 100 000	674 100 000	120 300 000				1 725 400 000
1990	78 300 000	877 200 000	683 300 000	116 400 000				1 755 200 000
1991	77 100 000	867 100 000	713 600 000	122 500 000				1 780 300 000
1992	75 300 000	900 500 000	709 200 000	133 100 000				1 818 100 000
1993	75 200 000	886 000 000	734 800 000	132 600 000				1 828 600 000
1994	76 200 000	899 500 000	726 800 000	138 600 000				1 841 100 000
1995	76 800 000	912 900 000	735 900 000	142 500 000				1 868 100 000
1996	72 700 000	908 200 000	747 600 000	143 200 000				1 871 700 000
1997	71 100 000	904 000 000	750 900 000	148 000 000				1 874 000 000
1998	73 700 000	921 700 000	783 900 000	153 500 000	3 400 000			1 936 200 000
1999	71 200 000	955 200 000	818 400 000	156 600 000	4 000 000			2 005 400 000
2000	111 400 000	998 400 000	855 600 000	159 600 000	4 500 000	14 100 000		2 143 600 000
2001	159 400 000	1 030 800 000	867 600 000	178 900 000	4 400 000	13 300 000		2 254 400 000
total	1 590 700 000	17 856 500 000	14 923 400 000	2 739 800 000	16 300 000	27 400 000	56 800 000	37 210 900 000

Sources : Données budgétaires de la Communauté française et calculs CREW

Les moyens réels de la DO sont quasiment multipliés par 1,6 (tcam : 2,34 %).

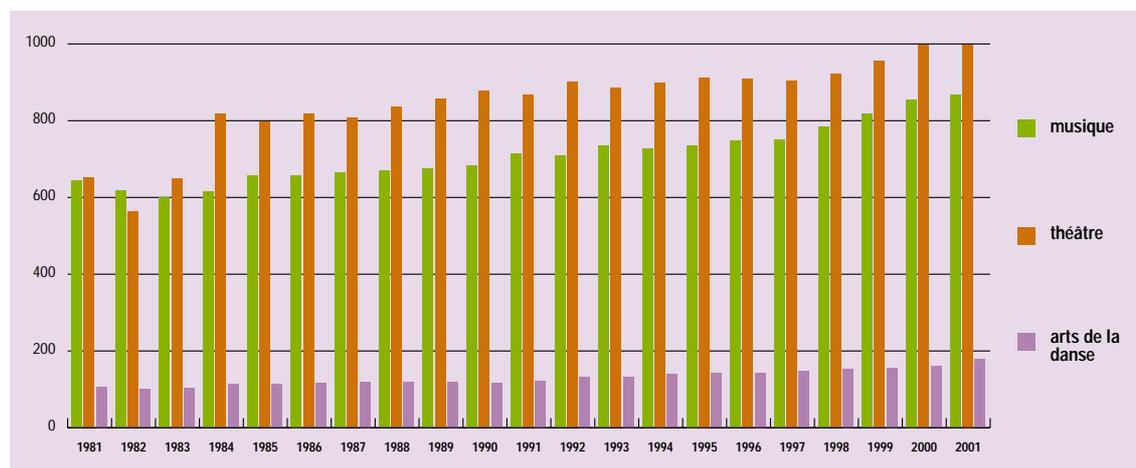
Tableau 15. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés en DO 21 (en BEF constants) de 1982 à 2001

	1	2	3	4	5	6	non relié	total
1982	13,51%	-13,48%	-3,97%	-5,62%			-7,81%	-8,39%
1983	8,33%	15,47%	-2,95%	3,67%			-5,93%	5,58%
1984	1027,47%	25,65%	2,55%	9,09%			-8,11%	20,68%
1985	1,17%	-2,55%	6,97%	-0,53%			6,86%	1,41%
1986	-2,41%	2,75%	0,09%	2,73%			-100,00%	0,73%
1987	-20,04%	-1,32%	0,99%	2,75%				-1,26%
1988	3,46%	3,58%	0,68%	-1,17%				2,08%
1989	-10,62%	2,38%	0,79%	1,69%				1,07%
1990	4,54%	2,46%	1,36%	-3,24%				1,73%
1991	-1,53%	-1,15%	4,43%	5,24%				1,43%
1992	-2,33%	3,85%	-0,62%	8,65%				2,12%
1993	-0,13%	-1,61%	3,61%	-0,38%				0,58%
1994	1,33%	1,52%	-1,09%	4,52%				0,68%
1995	0,79%	1,49%	1,25%	2,81%				1,47%
1996	-5,34%	-0,51%	1,59%	0,49%				0,19%
1997	-2,20%	-0,46%	0,44%	3,35%				0,12%
1998	3,66%	1,96%	4,39%	3,72%				3,32%
1999	-3,39%	3,63%	4,40%	2,02%	17,65%			3,57%
2000	56,46%	4,52%	4,55%	1,92%	12,50%			6,89%
2001	43,09%	3,25%	1,40%	12,09%	-2,22%	-5,67%		5,17%
1981-2001	2054,05%	58,39%	34,97%	67,51%				58,69%
moyenne des tca	55,79%	2,57%	1,54%	2,69%				2,46%
taux de croissance moyen	16,59%	2,33%	1,51%	2,61%				2,34%
variance	525,98%	0,56%	0,07%	0,17%				0,28%

Sources : Données budgétaires de la Communauté française et calculs CREW

Comparant la croissance des programmes " Musique ", " Théâtre " et " Danse ", on observe que ces deux derniers affichent des rythmes de progression assez voisins : en francs courants, 5,73 % pour la Danse et 5,43 % pour le Théâtre. Le programme Musique affiche un taux de croissance annuel moyen nominal de 4,59 %. En termes réels, ces taux sont respectivement : 2,61 %, 2,33 % et 1,51 %.

Graphique 9. Montants enregistrés dans les programmes Théâtre, Musique et Arts de la danse de la DO 21 (en millions de BEF constants) de 1981 à 2001



Les montants enregistrés sous cette division organique sont, à de rares exceptions près, en constante augmentation réelle, et depuis 1998, la progression annuelle réelle est supérieure à 3 %.

Tableau 16. Dépenses de la DO 21 par rapport au nombre d'habitants (en BEF constants) de 1981 à 2001

	1	2	3	4	5	6	non relié	total
1981	1,87	164,34	162,32	26,97			3,23	358,73
1982	2,13	142,59	156,32	25,53			2,99	329,55
1983	2,31	165,06	152,09	26,53			2,82	348,80
1984	26,12	207,99	156,42	29,02			2,60	422,15
1985	26,44	202,82	167,41	28,89			2,78	428,34
1986	25,84	208,65	167,77	29,71				431,96
1987	20,67	206,05	169,55	30,55				426,83
1988	21,38	213,37	170,66	30,19				435,60
1989	18,99	217,04	170,90	30,50				437,43
1990	19,83	222,18	173,07	29,48				444,56
1991	19,47	218,99	180,23	30,94				449,63
1992	18,97	226,90	178,70	33,54				458,11
1993	18,87	222,33	184,38	33,27				458,85
1994	19,07	225,15	181,92	34,69				460,84
1995	19,18	227,93	183,74	35,58				466,42
1996	18,16	226,84	186,73	35,77				467,50
1997	17,72	225,35	187,18	36,89				467,15
1998	18,34	229,33	195,04	38,19	0,85			481,75
1999	17,69	237,28	203,30	38,90	0,99			498,17
2000	27,60	247,37	211,98	39,54	1,11	3,49		531,10
2001	39,31	254,18	213,94	44,11	1,08	3,28		555,90

Sources : Données budgétaires de la Communauté française et calculs CREW

Les moyens alloués par habitant aux Arts de la scène sont en constante augmentation au cours de la période. Rapportées à la population, les dépenses de cette DO représentent 606 BEF (francs 2001) et 556 BEF (en base 1996). Les programmes " Théâtre " et " Musique " bénéficient de la plus grande partie des moyens de cette DO.

II. 3. Division organique 22 : Livre

La division 22 est subdivisée en six programmes intitulés :

- > 0 : Subsistance administration
- > 1 : Lecture publique
- > 2 : Lettres françaises et promotion du livre
- > 3 : Langues régionales endogènes
- > 4 : Langue française
- > 5 : Informatique

Tableau 17. Montants enregistrés dans les différents programmes de la DO 22 (en BEF courants) de 1981 à 2001

	0	1	2	3	4	5	total
1981		98 000 000	22 500 000	1 000 000			121 500 000
1982		103 100 000	23 800 000	1 100 000			128 000 000
1983		108 400 000	25 400 000	1 100 000			134 900 000
1984		161 100 000	60 300 000	1 100 000		2 000 000	224 500 000
1985		173 100 000	78 500 000	1 200 000	5 000 000	1 000 000	258 800 000
1986		183 700 000	76 600 000	1 200 000		1 000 000	262 500 000
1987		199 700 000	74 100 000	1 200 000	5 000 000	1 000 000	281 000 000
1988		263 800 000	93 100 000	1 500 000	6 000 000	3 000 000	367 400 000
1989		300 100 000	91 400 000	1 500 000	5 700 000	3 000 000	401 700 000
1990		283 200 000	86 900 000	1 500 000	6 300 000	5 800 000	383 700 000
1991		210 200 000	94 600 000	1 500 000	5 700 000	6 800 000	318 800 000
1992		274 400 000	87 400 000	2 000 000	4 300 000	9 700 000	377 800 000
1993		293 300 000	96 500 000	2 000 000	6 300 000	2 000 000	400 100 000
1994		315 800 000	105 100 000	2 000 000	8 100 000	2 000 000	433 000 000
1995		322 600 000	109 800 000	2 000 000	8 800 000	6 000 000	449 200 000
1996		339 200 000	116 700 000	3 600 000	8 200 000	9 000 000	476 700 000
1997		343 800 000	123 200 000	2 500 000	8 800 000	9 400 000	487 700 000
1998		352 700 000	129 800 000	3 700 000	9 200 000	10 500 000	505 900 000
1999	500 000	360 000 000	138 900 000	4 000 000	9 700 000	10 000 000	523 100 000
2000	500 000	412 700 000	151 700 000	4 500 000	9 900 000	8 900 000	588 200 000
2001	3 300 000	429 900 000	158 800 000	4 500 000	13 700 000	10 000 000	620 200 000
total	4 300 000	5 528 800 000	1 945 100 000	44 700 000	120 700 000	101 100 000	7 744 700 000

Sources : Données budgétaires de la Communauté française

Les chiffres donnent à lire une progression importante des moyens entre 1983 et 1984 qui mériterait d'être investiguée et qui n'est pas sans incidence sur les estimations de croissance. Considérant l'ensemble de la série (en francs courants, les moyens de la DO sont multipliés par 5,1 entre 1981 et 2001 (taux de croissance moyen : 8,49 %). En prenant comme point de départ l'année 1984, la croissance **nominale** est inférieure à 3 (exactement **2,7**) avec un taux de croissance moyen de **6,16 %** .

Tableau 18. Montants enregistrés dans les différents programmes de la DO 22 (en BEF constants)

	0	1	2	3	4	5	total
1981		163 500 000	37 500 000	1 700 000			202 700 000
1982		158 200 000	36 500 000	1 700 000			196 400 000
1983		154 500 000	36 200 000	1 600 000			192 300 000
1984		216 000 000	80 800 000	1 500 000		2 700 000	301 000 000
1985		221 300 000	100 400 000	1 500 000	6 400 000	1 300 000	330 900 000
1986		231 800 000	96 700 000	1 500 000	0	1 300 000	331 300 000

1987		248 200 000	92 100 000	1 500 000	6 200 000	1 200 000	349 200 000
1988		324 100 000	114 400 000	1 800 000	7 400 000	3 700 000	451 400 000
1989		357 600 000	108 900 000	1 800 000	6 800 000	3 600 000	478 700 000
1990		326 200 000	100 100 000	1 700 000	7 300 000	6 700 000	442 000 000
1991		234 600 000	105 600 000	1 700 000	6 400 000	7 600 000	355 900 000
1992		298 900 000	95 200 000	2 200 000	4 700 000	10 600 000	411 600 000
1993		311 000 000	102 300 000	2 100 000	6 700 000	2 100 000	424 200 000
1994		327 000 000	108 800 000	2 100 000	8 400 000	2 100 000	448 400 000
1995		329 300 000	112 100 000	2 000 000	9 000 000	6 100 000	458 500 000
1996		339 200 000	116 700 000	3 600 000	8 200 000	9 000 000	476 700 000
1997		338 300 000	121 200 000	2 500 000	8 700 000	9 200 000	479 900 000
1998		343 800 000	126 500 000	3 600 000	9 000 000	10 200 000	493 100 000
1999	500 000	347 000 000	133 900 000	3 900 000	9 300 000	9 600 000	504 200 000
2000	500 000	387 900 000	142 600 000	4 200 000	9 300 000	8 400 000	552 900 000
2001	3 000 000	394 300 000	145 700 000	4 100 000	12 600 000	9 200 000	568 900 000
total	4 000 000	6 052 700 000	2 114 200 000	48 300 000	126 400 000	104 600 000	8 450 200 000

Sources : Données budgétaires de la Communauté française et calculs CREW

En termes **réels**, les moyens consacrés au Livre sont multipliés par **2,8** à partir de 1981 (taux de croissance moyen : **5,3 %**) et par **1,89** sur base de l'année 1984 (taux de croissance moyen : **3,82 %**).

Les deux principaux programmes sont la " Lecture publique " et les " Lettres françaises et la promotion du livre ". Le rythme de croissance du premier programme (sur base de l'année 1981) s'élève à **7,67 %** en francs **courants** et à **4,5 %** en francs **constants**. Rapportés à l'année 1984, ces taux sont respectivement de **5,94 %** et **3,6 %**.

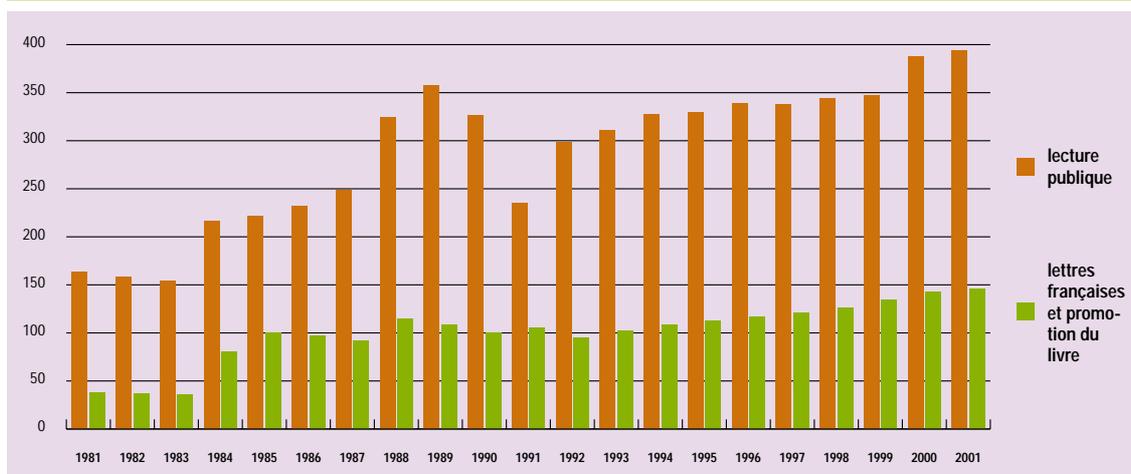
Tableau 19. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés en DO 22 (en BEF constants) de 1982 à 2001

	0	1	2	3	4	5	total
1982		-3,24%	-2,67%	0,00%			-3,11%
1983		-2,34%	-0,82%	-5,88%			-2,09%
1984		39,81%	123,20%	-6,25%			56,53%
1985		2,45%	24,26%	0,00%		-51,85%	9,93%
1986		4,74%	-3,69%	0,00%	-100,00%	0,00%	0,12%
1987		7,08%	-4,76%	0,00%		-7,69%	5,40%
1988		30,58%	24,21%	20,00%	19,35%	208,33%	29,27%
1989		10,34%	-4,81%	0,00%	-8,11%	-2,70%	6,05%
1990		-8,78%	-8,08%	-5,56%	7,35%	86,11%	-7,67%
1991		-28,08%	5,49%	0,00%	-12,33%	13,43%	-19,48%
1992		27,41%	-9,85%	29,41%	-26,56%	39,47%	15,65%
1993		4,05%	7,46%	-4,55%	42,55%	-80,19%	3,06%
1994		5,14%	6,35%	0,00%	25,37%	0,00%	5,70%
1995		0,70%	3,03%	-4,76%	7,14%	190,48%	2,25%
1996		3,01%	4,10%	80,00%	-8,89%	47,54%	3,97%
1997		-0,27%	3,86%	-30,56%	6,10%	2,22%	0,67%
1998		1,63%	4,37%	44,00%	3,45%	10,87%	2,75%
1999		0,93%	5,85%	8,33%	3,33%	-5,88%	2,25%
2000	0,00%	11,79%	6,50%	7,69%	0,00%	-12,50%	9,66%
2001	500,00%	1,65%	2,17%	-2,38%	35,48%	9,52%	2,89%
1981-2001		141,16%	288,53%	141,18%			180,66%
moyenne des tca		5,43%	9,31%	6,48%			6,19%
taux croissance moyen		4,50%	7,02%	4,50%			5,30%
variance		2,08%	7,96%	5,25%	10,90%	55,58%	2,28%

Sources : Données budgétaires de la Communauté française et calculs CREW

Les " Lettres " progressent au rythme **nominal** de **10,26 %** sur base de l'année 1981, et de **7,02 %** en termes **réels**. Calculés à partir de l'année 1984, les taux de croissance moyens sont respectivement : **5,86 %** et **3,53 %**.

Graphique 10. Montants enregistrés dans les programmes Lecture publique et Lettres françaises et promotion du livre de la DO 22 (en millions de BEF constants) de 1981 à 2001



Par habitant, en 2001, la dépense s'élève à **153 BEF**, soit **140 BEF** de 1996.

Tableau 20. Dépenses de la DO 22 par rapport au nombre d'habitants (en BEF constants)

	0	1	2	3	4	5	total
1981		41,29	9,47	0,43			51,19
1982		40,06	9,24	0,43			49,73
1983		39,22	9,19	0,41			48,82
1984		54,99	20,57	0,38		0,69	76,63
1985		56,37	25,58	0,38	1,63	0,33	84,29
1986		59,12	24,66	0,38		0,33	84,49
1987		63,35	23,51	0,38	1,58	0,31	89,13
1988		82,70	29,19	0,46	1,89	0,94	115,18
1989		90,66	27,61	0,46	1,72	0,91	121,36
1990		82,62	25,35	0,43	1,85	1,70	111,95
1991		59,25	26,67	0,43	1,62	1,92	89,89
1992		75,31	23,99	0,55	1,18	2,67	103,71
1993		78,04	25,67	0,53	1,68	0,53	106,45
1994		81,85	27,23	0,53	2,10	0,53	112,24
1995		82,22	27,99	0,50	2,25	1,52	114,48
1996		84,72	29,15	0,90	2,05	2,25	119,07
1997		84,33	30,21	0,62	2,17	2,29	119,63
1998		85,54	31,47	0,90	2,24	2,54	122,69
1999	0,12	86,20	33,26	0,97	2,31	2,38	125,25
2000	0,12	96,11	35,33	1,04	2,30	2,08	136,99
2001	0,74	97,23	35,93	1,01	3,11	2,27	140,28

Sources : Données budgétaires de la Communauté française et calculs CREW

II. 4. Division organique 23 : Jeunesse et Education permanente

Les matières couvertes par la division 23 sont réparties en quatre programmes :

- > 1 : Initiatives et interventions diverses
- > 2 : Jeunesse
- > 3 : Education permanente
- > 4 : Activités socio-culturelles

Tableau 21. Montants enregistrés dans les différents programmes de la DO 23 (en BEF courants) de 1981 à 2001

	1	2	3	4	non relié	total
1981		199 800 000	348 600 000	22 600 000		571 000 000
1982		209 900 000	362 100 000	22 600 000		594 600 000
1983		226 500 000	393 100 000	24 100 000		643 700 000
1984	2 200 000	249 400 000	462 400 000	25 300 000		739 300 000
1985	2 300 000	279 600 000	508 400 000	26 700 000		817 000 000
1986	2 500 000	277 200 000	521 500 000	27 500 000	4 000 000	832 700 000
1987	2 300 000	285 100 000	525 900 000	38 400 000		851 700 000
1988	4 800 000	294 500 000	554 600 000	40 400 000		894 300 000
1989	500 000	295 400 000	581 000 000	44 400 000		921 300 000
1990	500 000	303 400 000	580 000 000	43 400 000		927 300 000
1991	500 000	329 200 000	582 800 000	42 500 000		955 000 000
1992	11 100 000	332 300 000	577 900 000	46 300 000		967 600 000
1993	500 000	343 500 000	603 500 000	45 800 000		993 300 000
1994	500 000	368 100 000	618 000 000	41 700 000		1 028 300 000
1995	500 000	378 300 000	629 500 000	44 300 000		1 052 600 000
1996	500 000	391 000 000	639 900 000	36 000 000		1 067 400 000
1997	500 000	400 500 000	655 500 000	32 300 000		1 088 800 000
1998	500 000	412 600 000	666 300 000	33 300 000		1 112 700 000
1999	400 000	424 500 000	711 000 000	34 500 000		1 170 400 000
2000	400 000	497 600 000	731 400 000	37 500 000		1 266 900 000
2001	500 000	523 300 000	751 200 000	35 500 000		1 310 500 000
total	31 000 000	7 021 700 000	12 004 600 000	745 100 000	4 000 000	19 806 400 000

Sources : Données budgétaires de la Communauté française

La seule allocation non reliée à un programme actuel contient des dépenses relatives à l'Année internationale de la Paix des Nations Unies.

Trois allocations intitulées " Indexation " gonflent les sommes reliées au programme 1 en 1992.

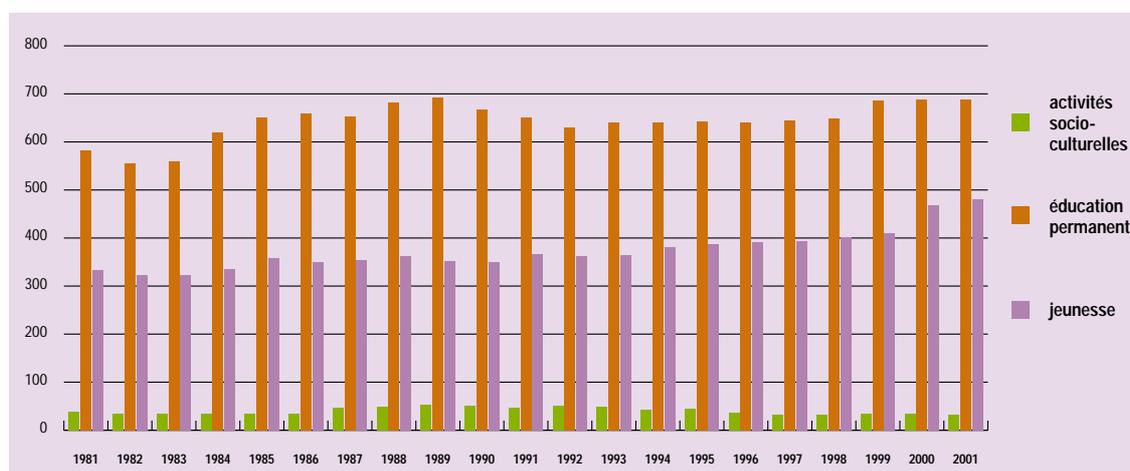
Du montant initial de 571 millions BEF, les moyens de cette DO évoluent jusqu'à un peu plus de 1,3 milliard BEF en 2001, soit une multiplication par **2,3** et un taux de croissance moyen de **4,24 %** (francs courants). En termes réels, la multiplication se chiffre à **1,26** soit un rythme de croissance moyen de **1,17 %**. La progression n'est cependant pas régulière. De 1989 à 1993, les moyens réels octroyés à l'Education permanente et à la Jeunesse ont diminué chaque année. Le niveau de dépenses enregistré en 1988 n'est atteint à nouveau qu'en 1999.

Tableau 22. Montants enregistrés dans les différents programmes de la DO 23 (en BEF constants) de 1981 à 2001

	1	2	3	4	non relié	total
1981		333 400 000	581 800 000	37 700 000		952 900 000
1982		322 200 000	555 800 000	34 700 000		912 700 000
1983		322 900 000	560 400 000	34 400 000		917 700 000
1984	2 900 000	334 400 000	619 900 000	33 900 000		991 100 000
1985	2 900 000	357 400 000	649 900 000	34 100 000		1 044 300 000
1986	3 200 000	349 800 000	658 200 000	34 700 000	5 000 000	1 050 900 000
1987	2 900 000	354 300 000	653 600 000	47 700 000		1 058 500 000
1988	5 900 000	361 800 000	681 300 000	49 600 000		1 098 600 000
1989	600 000	352 000 000	692 200 000	52 900 000		1 097 700 000
1990	600 000	349 400 000	668 000 000	50 000 000		1 068 000 000
1991	600 000	367 300 000	650 300 000	47 400 000		1 065 600 000
1992	12 100 000	362 000 000	629 600 000	50 400 000		1 054 100 000
1993	500 000	364 200 000	639 800 000	48 600 000		1 053 100 000
1994	500 000	381 200 000	640 000 000	43 200 000		1 064 900 000
1995	500 000	386 100 000	642 500 000	45 200 000		1 074 300 000
1996	500 000	391 000 000	639 900 000	36 000 000		1 067 400 000
1997	500 000	394 100 000	645 000 000	31 800 000		1 071 400 000
1998	500 000	402 100 000	649 400 000	32 500 000		1 084 500 000
1999	400 000	409 200 000	685 300 000	33 300 000		1 128 200 000
2000	400 000	467 700 000	687 500 000	35 200 000		1 190 800 000
2001	500 000	480 000 000	689 100 000	32 600 000		1 202 200 000
total	36 000 000	7 842 500 000	13 519 500 000	845 900 000	5 000 000	22 248 900 000

Sources : Données budgétaires de la Communauté française et calculs CREW

Graphique 11. Montants enregistrés aux programmes Jeunesse, Education permanente et Activités socio-culturelles de la DO 23 (en millions de BEF constants) de 1981 à 2001



La progression du programme " Jeunesse " suit un rythme annuel moyen de **4,93 %** en francs courants, et de **1,84 %** en francs constants. Le programme " Education permanente " progresse au rythme annuel moyen de **3,91 %** en termes nominaux et de **0,85 %** en termes réels.

Tableau 23. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés en D0 23 (en BEF constants) de 1982 à 2001

	1	2	3	4	non relié	total
1982		-3,36%	-4,47%	-7,96%		-4,22%
1983		0,22%	0,83%	-0,86%		0,55%
1984		3,56%	10,62%	-1,45%		8,00%
1985		6,88%	4,84%	0,59%		5,37%
1986	10,34%	-2,13%	1,28%	1,76%		0,63%
1987	-9,38%	1,29%	-0,70%	37,46%		0,72%
1988	103,45%	2,12%	4,24%	3,98%		3,79%
1989	-89,83%	-2,71%	1,60%	6,65%		-0,08%
1990		-0,74%	-3,50%	-5,48%		-2,71%
1991		5,12%	-2,65%	-5,20%		-0,22%
1992	1916,67%	-1,44%	-3,18%	6,33%		-1,08%
1993	-95,87%	0,61%	1,62%	-3,57%		-0,09%
1994		4,67%	0,03%	-11,11%		1,12%
1995		1,29%	0,39%	4,63%		0,88%
1996		1,27%	-0,40%	-20,35%		-0,64%
1997		0,79%	0,80%	-11,67%		0,37%
1998		2,03%	0,68%	2,20%		1,22%
1999	-20,00%	1,77%	5,53%	2,46%		4,03%
2000		14,30%	0,32%	5,71%		5,55%
2001	25,00%	2,63%	0,23%	-7,39%		0,96%
1981-2001	-82,76%	43,97%	18,44%	-13,53%		26,16%
Moyenne des tca	108,26%	1,91%	0,91%	-0,16%		1,21%
taux de croissance moyen	-8,41%	1,84%	0,85%	-0,72%		1,17%
variance	2189,72%	0,15%	0,12%	1,28%		0,08%

Sources : Données budgétaires de la Communauté française et calculs CREW

La dépense par habitant est de **323 BEF** en 2001, soit **296 BEF** de 1996.

Tableau 24. Dépenses de la D0 23 par rapport au nombre d'habitants (en BEF constants) de 1981 à 2001

	1	2	3	4	non relié	total
1981		84,19	146,92	9,52		240,63
1982		81,59	140,75	8,79		231,12
1983		81,97	142,26	8,73		232,97
1984	0,74	85,13	157,82	8,63		252,32
1985	0,74	91,04	165,55	8,69		266,02
1986	0,82	89,21	167,87	8,85	1,28	268,02
1987	0,74	90,43	166,82	12,17		270,16
1988	1,51	92,32	173,85	12,66		280,33
1989	0,15	89,24	175,49	13,41		278,29
1990	0,15	88,50	169,19	12,66		270,51
1991	0,15	92,76	164,24	11,97		269,13
1992	3,05	91,21	158,64	12,70		265,60
1993	0,13	91,39	160,55	12,20		264,26
1994	0,13	95,42	160,20	10,81		266,55
1995	0,12	96,40	160,42	11,29		268,23
1996	0,12	97,66	159,83	8,99		266,61
1997	0,12	98,24	160,78	7,93		267,08
1998	0,12	100,05	161,58	8,09		269,83
1999	0,10	101,65	170,24	8,27		280,26
2000	0,10	115,88	170,34	8,72		295,03
2001	0,12	118,36	169,92	8,04		296,44

Sources : Données budgétaires de la Communauté française et calculs CREW

II. 5. Division organique 24 : Patrimoine et Arts plastiques

La division 24 ne contient que deux programmes :

- > 0 : Subsistance
- > 1 : Dépenses et subventions diverses

Jusqu'en 1988, les dépenses en lien avec la gestion des monuments et sites faisaient partie du périmètre de cette division. Cette matière a été transférée à la Région wallonne à partir de 1989 et n'est donc pas reprise dans les tableaux qui suivent. Pour donner un ordre de grandeur, en 1988, 201 millions BEF étaient consacrés à la gestion de cette compétence.

Tableau 25. Montants enregistrés dans les différents programmes de la DO 24 (en BEF courants) de 1981 à 2001

	0	1	non relié	total
1981	15 300 000	73 100 000	600 000	89 000 000
1982	24 000 000	73 300 000	600 000	97 900 000
1983	18 600 000	123 400 000	600 000	142 600 000
1984	16 300 000	174 600 000	100 000	191 000 000
1985	8 900 000	179 900 000	100 000	188 900 000
1986	16 900 000	298 200 000	100 000	315 200 000
1987	16 900 000	184 100 000		201 000 000
1988	16 200 000	167 600 000		183 800 000
1989	14 400 000	148 900 000		163 300 000
1990	14 300 000	168 700 000		183 000 000
1991	15 400 000	159 000 000		174 400 000
1992	15 000 000	156 000 000		171 000 000
1993	15 500 000	156 800 000		172 300 000
1994	18 600 000	181 100 000		199 700 000
1995	26 000 000	196 000 000		222 000 000
1996	22 500 000	221 700 000		244 200 000
1997	22 500 000	225 400 000		247 900 000
1998	22 400 000	262 500 000		284 900 000
1999	21 100 000	250 200 000		271 300 000
2000	21 000 000	270 100 000		291 100 000
2001	27 000 000	309 100 000		336 100 000
total	388 800 000	3 979 700 000	2 100 000	4 370 600 000

Sources : Données budgétaires de la Communauté française

Les moyens de cette DO dans les premières années connaissent une forte progression, passant de 89 millions BEF (1981) à 191 millions BEF en 1984. Sur base de l'année 1981, les dépenses sont multipliées par 3,78 et sur base de l'année 1983 par **2,36**. Le rythme de progression moyen est de **6,87 %** en francs courants et sur base de l'année 1981 ; et il se réduit à **4,88 %** si l'on prend comme point de départ l'année 1983.

En francs constants, les dépenses de subsistance ont diminué au cours de la période. Par contre, les dépenses enregistrées au programme 1 ont connu une hausse importante qui ne suit pas une ligne " lisse ". Un exemple : la forte augmentation que connaît le programme 1 en 1986 s'explique par un crédit plus important que les autres années pour l'achat d'œuvres d'art (près de 100 millions BEF en plus qu'en 1985 et 1987).

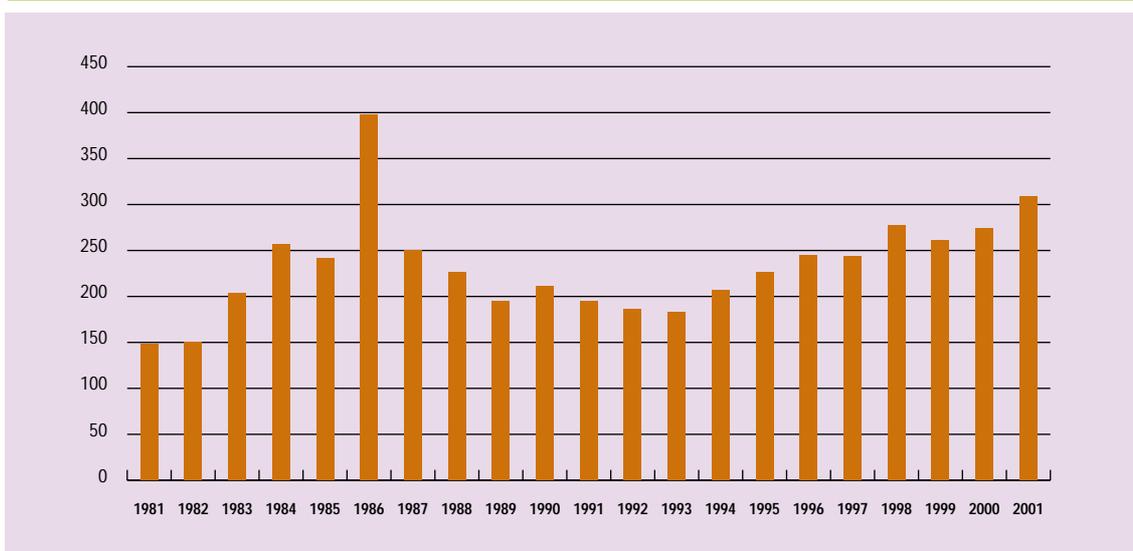
Tableau 26. Montants enregistrés dans les différents programmes de la DO 24 (en BEF constants) de 1981 à 2001

	0	1	non relié	total
1981	25 500 000	122 000 000	1 000 000	148 500 000
1982	36 800 000	112 500 000	900 000	150 200 000
1983	26 500 000	175 900 000	900 000	203 300 000
1984	21 900 000	234 100 000	100 000	256 100 000
1985	11 400 000	230 000 000	100 000	241 500 000
1986	21 300 000	376 300 000	100 000	397 700 000
1987	21 000 000	228 800 000		249 800 000
1988	19 900 000	205 900 000		225 800 000
1989	17 200 000	177 400 000		194 600 000
1990	16 500 000	194 300 000		210 800 000
1991	17 200 000	177 400 000		194 600 000
1992	16 300 000	170 000 000		186 300 000
1993	16 400 000	166 200 000		182 600 000
1994	19 300 000	187 500 000		206 800 000
1995	26 500 000	200 000 000		226 500 000
1996	22 500 000	221 700 000		244 200 000
1997	22 100 000	221 800 000		243 900 000
1998	21 800 000	255 900 000		277 700 000
1999	20 300 000	241 200 000		261 500 000
2000	19 700 000	253 900 000		273 600 000
2001	24 800 000	283 500 000		308 300 000
total	444 900 000	4 436 300 000	3 100 000	4 884 300 000

Sources : Données budgétaires de la Communauté française et calculs CREW

En termes réels, la multiplication des moyens de la DO 24 connaît un facteur **2,07** sur base de l'année 1981 et **1,52** sur base de l'année **1983**, soit des rythmes annuels moyens de **3,72 %** et **2,34 %** respectivement.

Graphique 12. Montants enregistrés aux programmes de la DO 24 (en millions de BEF constants) de 1981 à 2001



Si le taux de croissance annuel moyen est de 3,72 %, on observe que les fluctuations sont importantes d'une année à l'autre. Il semble que toute augmentation significative des moyens attribués à la division soit rapidement contre-balançée par une baisse, et inversement. En outre, les intitulés des programmes sont généralistes et peu " parlants " pour la connaissance des matières visées, et il conviendrait de " descendre " au niveau des activités.

Tableau 27. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés en DO 24 (en BEF constants) de 1982 à 2001

	0	1	non relié	total
1982	44,31%	-7,79%		1,14%
1983	-27,99%	56,36%		35,35%
1984	-17,36%	33,09%		25,97%
1985	-47,95%	-1,75%		-5,70%
1986	86,84%	63,61%		64,68%
1987	-1,41%	-39,20%		-37,19%
1988	-5,24%	-10,01%		-9,61%
1989	-13,57%	-13,84%		-13,82%
1990	-4,07%	9,53%		8,32%
1991	4,24%	-8,70%		-7,69%
1992	-5,23%	-4,17%		-4,27%
1993	0,61%	-2,24%		-1,99%
1994	17,68%	12,82%		13,25%
1995	37,31%	6,67%		9,53%
1996	-15,09%	10,85%		7,81%
1997	-1,78%	0,05%		-0,12%
1998	-1,36%	15,37%		13,86%
1999	-6,88%	-5,74%		-5,83%
2000	-2,96%	5,27%		4,63%
2001	25,89%	11,66%		12,68%
1981-2001	-2,75%	132,38%		107,61%
myenne des tca	3,30%	6,59%		5,55%
taux de croissance moyen	-0,14%	4,31%		3,72%
variance	8,22%	5,41%		4,25%

Sources : Données budgétaires de la Communauté française et calculs CREW

En francs de 2001, la dépense par habitant s'élève à **83 BEF**, soit 76 BEF (base 1996).

Tableau 28. Dépenses de la DO 24 par rapport au nombre d'habitants (en BEF constants) de 1981 à 2001

	0	1	non relié	total
1981	6,44	30,81	0,25	37,50
1982	9,32	28,49	0,23	38,04
1983	6,73	44,65	0,23	51,61
1984	5,58	59,60	0,03	65,20
1985	2,90	58,59	0,03	61,52
1986	5,43	95,97	0,03	101,43
1987	5,36	58,40		63,76
1988	5,08	52,54		57,62
1989	4,36	44,97		49,34
1990	4,18	49,21		53,39
1991	4,34	44,80		49,15
1992	4,11	42,84		46,94
1993	4,12	41,70		45,82
1994	4,83	46,93		51,76
1995	6,62	49,94		56,55
1996	5,62	55,37		60,99
1997	5,51	55,29		60,80
1998	5,42	63,67		69,09
1999	5,04	59,92		64,96
2000	4,88	62,91		67,79
2001	6,12	69,91		76,02

Sources : Données budgétaires de la Communauté française et calculs CREW

II. 6. Division organique 25 : Audiovisuel et Multimédia

Les dépenses enregistrées dans la division 25 sont ventilées selon cinq programmes :

- > 0 : Subsistance
- > 1 : Initiatives et interventions diverses
- > 2 : Cinéma et vidéo
- > 3 : Radio et télévision
- > 4 : Presse

Tableau 29. Montants enregistrés dans les différents programmes de la DO 25 (en BEF courants) de 1981 à 2001

	0	1	2	3	4	total
1981			190 200 000	4 075 900 000		4 266 100 000
1982			220 300 000	4 093 900 000		4 314 200 000
1983		1 000 000	243 000 000	4 387 300 000		4 631 300 000
1984		3 400 000	277 800 000	4 631 800 000		4 913 000 000
1985		2 700 000	377 000 000	4 944 900 000		5 324 600 000
1986		5 000 000	343 200 000	5 125 600 000		5 473 800 000
1987		4 000 000	359 500 000	5 176 200 000		5 539 700 000
1988		25 200 000	370 900 000	5 256 400 000		5 652 500 000
1989		1 500 000	441 700 000	5 430 600 000	40 900 000	5 914 700 000
1990		1 900 000	443 400 000	5 633 300 000	40 900 000	6 119 500 000
1991		2 100 000	450 600 000	5 933 100 000	40 900 000	6 426 700 000
1992		2 100 000	559 550 000	5 244 200 000	40 900 000	5 846 750 000
1993		2 200 000	591 600 000	5 306 300 000	210 900 000	6 111 000 000
1994		9 700 000	581 000 000	6 181 100 000	180 900 000	6 952 700 000
1995	800 000	8 300 000	563 000 000	6 362 500 000	190 900 000	7 125 500 000
1996	800 000	8 200 000	559 800 000	6 203 000 000	210 900 000	6 982 700 000
1997	1 200 000	37 100 000	580 100 000	6 410 300 000	210 900 000	7 239 600 000
1998	1 200 000	49 500 000	583 200 000	6 742 200 000	210 900 000	7 587 000 000
1999	1 200 000	48 400 000	583 300 000	6 736 100 000	210 900 000	7 579 900 000
2000	1 200 000	46 100 000	587 500 000	6 827 900 000	210 900 000	7 673 600 000
2001	1 200 000	48 100 000	588 500 000	6 929 200 000	210 900 000	7 777 900 000
total	7 600 000	306 500 000	9 495 150 000	117 631 800 000	2 011 700 000	129 452 750 000

Sources : Données budgétaires de la Communauté française

1988 était l'Année européenne du Cinéma et de la Télévision et c'est au programme 1 que les dépenses en lien avec cet événement se retrouvent. L'augmentation des moyens consacrés à ce même programme en 1997 est due à la création d'une allocation consacrée à l'achat de matériel pour des organismes culturels et à la mise en place du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel.

Le programme 2 est quasi-exclusivement consacré aux subventions à la Médiathèque et à la dotation au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel.

Le programme 3 est quant à lui presque uniquement attribué à la RTBF.

La presse n'est aidée par les Communautés que depuis 1989. Auparavant, la matière était gérée au niveau fédéral. Cette DO occupe la première place, en terme de poids, dans le " noyau dur " des dépenses culturelles, du fait qu'elle enregistre les moyens attribués à la RTBF.

De 4,2 milliards BEF en 1981, les moyens de la DO atteignent 7,7 milliards BEF en 2001, soit une multiplication par **1,82** et un taux de croissance annuel moyen de **3,05 %**. En francs constants, la progression est quasiment **nulle** si l'on se base sur l'année 1981, et de l'ordre de **7 %** si l'on se rapporte à l'année 1982 (rythme annuel moyen de **0,39 %**). Tout accroissement des moyens réels est suivi par une diminution, de sorte qu'il est annulé après deux ou trois ans. Depuis 1999, les moyens réels alloués à la division 25 sont en diminution de plus d'1 % par an, chacun des trois programmes principaux étant affecté par des progressions réelles négatives.

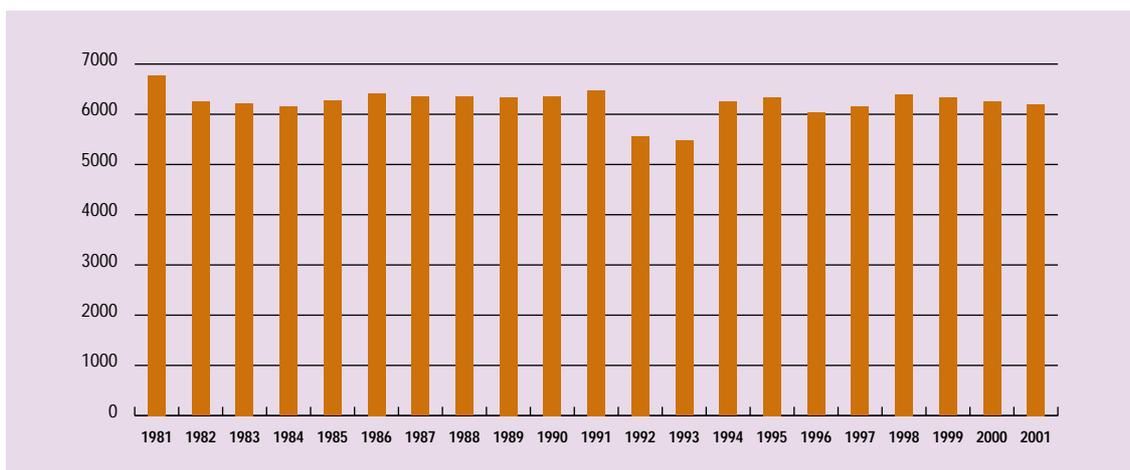
Tableau 30. Montants enregistrés dans les différents programmes de la DO 25 (en BEF constants) de 1981 à 2001

	0	1	2	3	4	total
1981			317 400 000	6 802 000 000		7 119 400 000
1982			338 100 000	6 283 600 000		6 621 700 000
1983		1 400 000	346 400 000	6 254 800 000		6 602 600 000
1984		4 600 000	372 400 000	6 209 500 000		6 586 500 000
1985		3 500 000	482 000 000	6 321 500 000		6 807 000 000
1986		6 300 000	433 100 000	6 468 800 000		6 908 200 000
1987		5 000 000	446 800 000	6 432 700 000		6 884 500 000
1988		31 000 000	455 600 000	6 457 400 000		6 944 000 000
1989		1 800 000	526 300 000	6 470 400 000	48 700 000	7 047 200 000
1990		2 200 000	510 700 000	6 488 200 000	47 100 000	7 048 200 000
1991		2 300 000	502 800 000	6 620 600 000	45 600 000	7 171 300 000
1992		2 300 000	609 600 000	5 713 200 000	44 600 000	6 369 700 000
1993		2 300 000	627 200 000	5 625 800 000	223 600 000	6 478 900 000
1994		10 000 000	601 700 000	6 401 100 000	187 300 000	7 200 100 000
1995	800 000	8 500 000	574 600 000	6 493 700 000	194 800 000	7 272 400 000
1996	800 000	8 200 000	559 800 000	6 203 000 000	210 900 000	6 982 700 000
1997	1 200 000	36 500 000	570 800 000	6 307 500 000	207 500 000	7 123 500 000
1998	1 200 000	48 200 000	568 400 000	6 571 400 000	205 600 000	7 394 800 000
1999	1 200 000	46 700 000	562 200 000	6 492 800 000	203 300 000	7 306 200 000
2000	1 100 000	43 300 000	552 200 000	6 417 900 000	198 200 000	7 212 700 000
2001	1 100 000	44 100 000	539 800 000	6 356 000 000	193 500 000	7 134 500 000
total	7 400 000	308 200 000	10 497 900 000	133 391 900 000	2 010 700 000	146 216 100 000

Sources : Données budgétaires de la Communauté française et calculs CREW

L'allure de l'évolution des moyens de cette DO est assez largement commandée par celle des dépenses en faveur de la RTBF, et celle-ci, en termes réels toujours, est loin de connaître des hausses stables et continues comme le montre le graphique suivant :

Graphique 13. Evolution (en millions de BEF constants) des moyens attribués à la RTBF en provenance de la DO 25



Des diminutions fortes s'observent en 1992 et 1993 : la Communauté française a en effet réduit la dotation de la RTBF à cette époque et en contrepartie, elle a conclu au nom de cette dernière un emprunt équivalent à cette partie non versée de la dotation¹⁷.

Cependant, la seule évolution des moyens attribués à la RTBF ne rend pas compte de la faible progression de la DO : les deux autres principaux programmes de la DO (2 et 4) subissent également une **érosion en termes réels** dans le courant de la fin de la dernière décennie et au début de celle-ci, comme l'indique le tableau ci-après :

¹⁷ Ce mécanisme sera expliqué plus en détail dans l'annexe 3 consacrée à la dette de la Communauté française.

Tableau 31. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés en DO 25 (en BEF constants) de 1982 à 2001

	0	1	2	3	4	total
1982			6,52%	-7,62%		-6,99%
1983			2,45%	-0,46%		-0,29%
1984		228,57%	7,51%	-0,72%		-0,24%
1985		-23,91%	29,43%	1,80%		3,35%
1986		80,00%	-10,15%	2,33%		1,49%
1987		-20,63%	3,16%	-0,56%		-0,34%
1988		520,00%	1,97%	0,38%		0,86%
1989		-94,19%	15,52%	0,20%		1,49%
1990		22,22%	-2,96%	0,28%	-3,29%	0,01%
1991		4,55%	-1,55%	2,04%	-3,18%	1,75%
1992			21,24%	-13,71%	-2,19%	-11,18%
1993			2,89%	-1,53%	401,35%	1,71%
1994		334,78%	-4,07%	13,78%	-16,23%	11,13%
1995		-15,00%	-4,50%	1,45%	4,00%	1,00%
1996		-3,53%	-2,58%	-4,48%	8,26%	-3,98%
1997	50,00%	345,12%	1,96%	1,68%	-1,61%	2,02%
1998		32,05%	-0,42%	4,18%	-0,92%	3,81%
1999		-3,11%	-1,09%	-1,20%	-1,12%	-1,20%
2000	-8,33%	-7,28%	-1,78%	-1,15%	-2,51%	-1,28%
2001		1,85%	-2,25%	-0,96%	-2,37%	-1,08%
1981-2001			70,07%	-6,56%		0,21%
moyenne des tca			3,07%	-0,21%		0,10%
taux de croissance moyen			2,69%	-0,34%		0,01%
variance	4,56%	272,25%	0,88%	0,26%	135,84%	0,19%

Sources : Données budgétaires de la Communauté française et calculs CREW

Ainsi, le programme 2 connaît un rythme **nominal** moyen de croissance de **5,81 %** et **réel** de **2,69 %** sur longue période, mais accuse des taux réels de croissance annuelle négatifs en fin de série.

La dépense moyenne par habitant s'élève à **1 918 BEF** en 2001, soit 1 759 BEF en base 1996.

Tableau 32. Dépenses de la DO 25 par rapport au nombre d'habitants (en BEF constants) de 1981 à 2001

	0	1	2	3	4	total
1981			80,15	1 717,66		1 797,81
1982			85,62	1 591,20		1 676,82
1983		0,36	87,94	1 587,83		1 676,12
1984		1,17	94,81	1 580,83		1 676,80
1985		0,89	122,78	1 610,33		1 734,01
1986		1,61	110,46	1 649,80		1 761,87
1987		1,28	114,04	1 641,84		1 757,16
1988		7,91	116,25	1 647,72		1 771,89
1989		0,46	133,43	1 640,39	12,35	1 786,62
1990		0,56	129,35	1 643,35	11,93	1 785,19
1991		0,58	126,99	1 672,09	11,52	1 811,18
1992		0,58	153,60	1 439,56	11,24	1 604,98
1993		0,58	157,38	1 411,69	56,11	1 625,76
1994		2,50	150,61	1 602,26	46,88	1 802,25
1995	0,20	2,12	143,46	1 621,32	48,64	1 815,74
1996	0,20	2,05	139,82	1 549,34	52,68	1 744,09
1997	0,30	9,10	142,29	1 572,32	51,73	1 775,73
1998	0,30	11,99	141,42	1 635,03	51,16	1 839,90
1999	0,30	11,60	139,66	1 612,90	50,50	1 814,96
2000	0,27	10,73	136,81	1 590,11	49,11	1 787,03
2001	0,27	10,87	133,11	1 567,29	47,71	1 759,26

Sources : Données budgétaires de la Communauté française et calculs CREW

II. 7. Le noyau dur des dépenses culturelles

Les observations peuvent être résumées en termes de poids occupés par chaque DO au sein du périmètre du noyau dur des matières culturelles.

Dans un ensemble fermé tel que ce périmètre, et pour un même nombre d'années d'observations par DO, il existe une relation entre le taux de croissance annuel moyen de chaque sous-ensemble et l'évolution de son poids relatif. Les DO dont le taux moyen de croissance est supérieur au taux moyen de l'ensemble, " améliorent " leur poids dans le périmètre, et inversement.

Le tableau qui fait suite établit l'évolution de la position relative des DO 20 à 25, et rappelle quelle a été la croissance de chacune d'elles (ainsi que leur taux de croissance annuel moyen **réel**).

Tableau 33. Evolution du poids relatif des DO 20 à 25 dans le noyau dur de 1981 à 2001

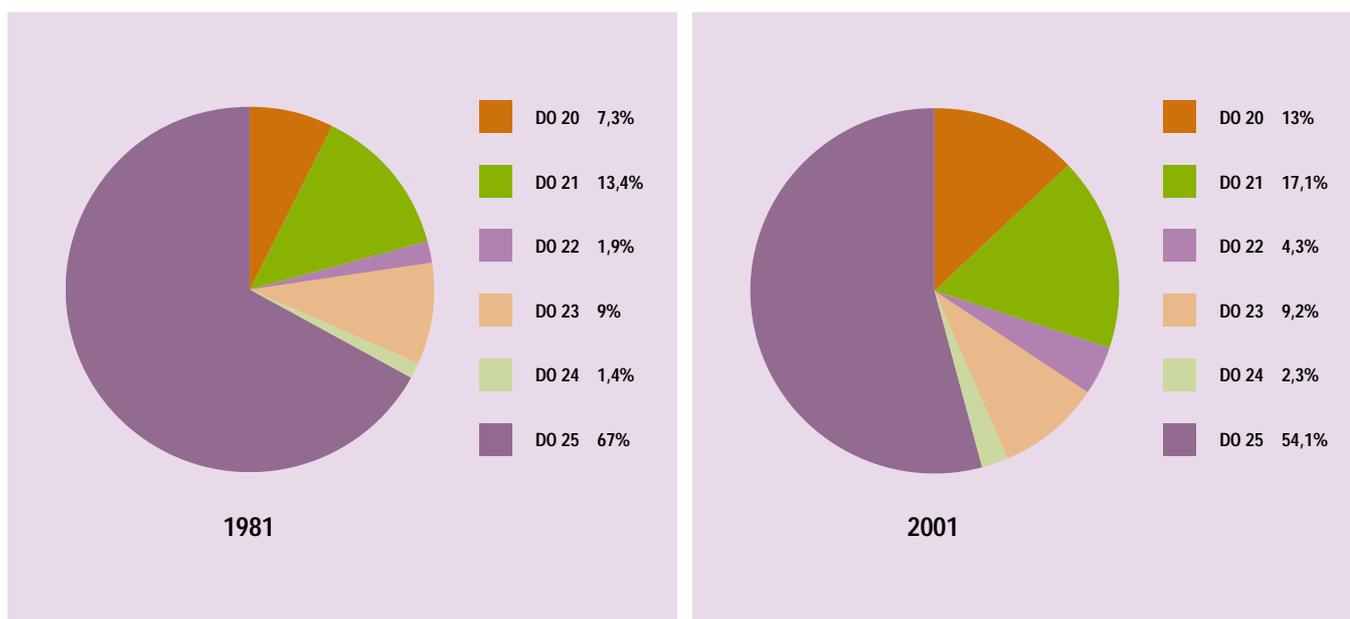
	DO 20	DO 21	DO 22	DO 23	DO 24	DO 25	Total
1981	7,37%	13,37%	1,91%	8,97%	1,40%	66,99%	100,00%
1982	7,72%	13,08%	1,97%	9,17%	1,51%	66,55%	100,00%
1983	8,99%	13,46%	1,88%	8,99%	1,99%	64,69%	100,00%
1984	7,85%	15,60%	2,83%	9,33%	2,41%	61,98%	100,00%
1985	7,99%	15,31%	3,01%	9,51%	2,20%	61,98%	100,00%
1986	8,27%	14,96%	2,93%	9,29%	3,51%	61,04%	100,00%
1987	9,71%	14,78%	3,09%	9,36%	2,21%	60,85%	100,00%
1988	8,01%	15,06%	3,98%	9,69%	1,99%	61,26%	100,00%
1989	7,97%	15,06%	4,18%	9,58%	1,70%	61,51%	100,00%
1990	8,31%	15,29%	3,85%	9,30%	1,84%	61,41%	100,00%
1991	8,47%	15,42%	3,08%	9,23%	1,69%	62,11%	100,00%
1992	8,86%	16,84%	3,81%	9,76%	1,73%	59,00%	100,00%
1993	9,24%	16,65%	3,86%	9,59%	1,66%	59,00%	100,00%
1994	8,74%	15,61%	3,80%	9,03%	1,75%	61,06%	100,00%
1995	12,24%	15,04%	3,69%	8,65%	1,82%	58,55%	100,00%
1996	12,27%	15,43%	3,93%	8,80%	2,01%	57,56%	100,00%
1997	11,99%	15,28%	3,91%	8,74%	1,99%	58,09%	100,00%
1998	11,93%	15,24%	3,88%	8,54%	2,19%	58,22%	100,00%
1999	12,45%	15,67%	3,94%	8,82%	2,04%	57,09%	100,00%
2000	12,89%	16,42%	4,23%	9,12%	2,10%	55,24%	100,00%
2001	12,93%	17,12%	4,32%	9,13%	2,34%	54,17%	100,00%
francs constants							
croissance	2,18	1,59	2,81	1,26	2,08	1,00	1,24
tcam	3,96%	2,34%	5,30%	1,17%	3,72%	0,01%	1,08%

Sources : Données budgétaires de la Communauté française

Le taux de croissance moyen réel du " noyau dur " s'élève à 1,08 % sur la période. Les taux de croissance moyens des DO 20 à 24 sont supérieurs au taux de l'ensemble : ces divisions voient leur part relative progresser au cours de la période. Seule la DO 25, avec une croissance réelle quasiment nulle, subit une diminution de poids relatif, passant de 67 % du périmètre à 54 % en 21 années¹⁸.

¹⁸ Précisons qu'on arriverait à la même conclusion si l'on utilisait les données en francs courants.

Graphique 14. Poids relatif des DO 20-25 dans le noyau dur des dépenses culturelles



II. 8. Division organique 57 : Enseignement artistique

Les dépenses enregistrées dans la division 57, en 2001, sont réparties en neuf programmes :

- > 0 : Subsistance administration – Enseignement et recherche
- > 1 : Subsistance administration – Personnel de l'enseignement
- > 2 : Initiatives et subventions diverses
- > 3 : Dépenses de personnel des établissements d'enseignement supérieur
- > 4 : Fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur
- > 5 : Dépenses de personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice officiels subventionnés
- > 6 : Fonctionnement des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice officiels subventionnés
- > 7 : Dépenses de personnel des établissements d'enseignement à horaire réduit
- > 8 : Fonctionnement des établissements d'enseignement à horaire réduit

Cette structure est fixée dans le budget 1998. Indiquons que la présentation des dépenses en matière d'enseignement artistique a connu plusieurs variantes dans le temps : elle a subi, par exemple, des modifications importantes lors de l'élaboration des budgets de 1991, 1993, 1995 et 1996.

Les documents et informations jusqu'à présent disponibles n'ont pas permis de reclasser toutes les données antérieures à 1998 selon la structuration 2001 de la division 57. Le tableau suivant ne donne donc qu'une vision partielle de l'évolution des dépenses d'enseignement artistique par programme en francs courants.

Tableau 34. Montants enregistrés dans les différents programmes de la DO 57 (en BEF courants) de 1981 à 2001

	0	1	2	3	4	5	6	7	8	non relié	total
1981			5 000 000	454 100 000						1 340 200 000	1 799 300 000
1982			5 000 000	463 900 000						1 482 100 000	1 951 000 000
1983			5 400 000	505 300 000						2 246 600 000	2 757 300 000
1984			5 800 000	532 700 000						1 779 000 000	2 317 500 000
1985			5 800 000	518 000 000						1 887 000 000	2 410 800 000
1986			5 800 000	568 000 000						1 909 700 000	2 483 500 000
1987			9 200 000	535 700 000	101 400 000					1 947 000 000	2 593 300 000
1988			14 000 000	565 000 000	119 300 000					2 189 000 000	2 887 300 000
1989			19 200 000	559 700 000	119 800 000				700 000	2 299 900 000	2 999 300 000
1990			20 300 000	588 100 000	118 800 000				3 200 000	2 393 300 000	3 123 700 000
1991			19 000 000	2 921 800 000	99 300 000				6 000 000	2 69 300 000	3 315 400 000
1992	5 000 000		20 800 000	3 253 800 000	108 200 000				5 300 000	187 300 000	3 580 400 000
1993	21 000 000		40 500 000	3 511 900 000	112 000 000				24 800 000	146 300 000	3 856 500 000
1994	7 200 000		23 600 000	3 713 100 000	104 600 000				26 200 000	149 500 000	4 024 200 000
1995	5 000 000		18 400 000	1 423 400 000	172 600 000	202 100 000	11 900 000	2 190 900 000	81 200 000	3 100 000	4 108 600 000
1996			18 300 000	1 457 900 000	174 400 000	158 500 000	12 300 000	2 250 000 000	86 800 000	3 200 000	4 161 400 000
1997			16 400 000	1 468 300 000	171 100 000	167 200 000	13 200 000	2 296 100 000	90 800 000	3 300 000	4 226 400 000
1998	1 600 000	2 000 000	22 700 000	1 483 400 000	152 200 000	175 500 000	13 800 000	2 372 900 000	92 800 000		4 316 900 000
1999	1 500 000	2 100 000	23 000 000	1 526 400 000	169 200 000	179 100 000	13 900 000	2 402 500 000	81 700 000		4 399 400 000
2000	1 500 000	1 400 000	19 300 000	1 559 200 000	171 200 000	180 100 000	13 900 000	2 489 600 000	84 000 000		4 520 200 000
2001	2 500 000	1 600 000	21 200 000	1 628 000 000	175 900 000	67 200 000		2 529 400 000	87 200 000		4 513 000 000
total	45 300 000	7 100 000	338 700 000	29 237 700 000	2 070 000 000	1 129 700 000	79 000 000	16 531 400 000	670 700 000	20 235 800 000	70 345 400 000

Sources : Données budgétaires de la Communauté française.

Le volume important des montants qui n'ont pu être reliés à la structure actuelle du budget de l'enseignement artistique empêche de poursuivre l'analyse en " descendant " au niveau détaillé des programmes.

Tableau 35. Montants enregistrés en DO 57 de 1981 à 2001

	total en francs courants	total en francs constants de 1996	taux de croissance des dépenses en francs constants	dépenses par habitant (en BEF constants)
1981	1 799 300 000	3 002 700 000		758,25
1982	1 951 000 000	2 994 500 000	-0,27%	758,30
1983	2 757 300 000	3 931 000 000	31,27%	997,91
1984	2 317 500 000	3 107 000 000	-20,96%	790,99
1985	2 410 800 000	3 081 900 000	-0,81%	785,08
1986	2 483 500 000	3 134 200 000	1,70%	799,35
1987	2 593 300 000	3 222 700 000	2,82%	822,54
1988	2 887 300 000	3 547 100 000	10,07%	905,11
1989	2 999 300 000	3 573 600 000	0,75%	905,99
1990	3 123 700 000	3 597 700 000	0,67%	911,23
1991	3 315 400 000	3 699 600 000	2,83%	934,37
1992	3 580 400 000	3 900 600 000	5,43%	982,84
1993	3 856 500 000	4 088 700 000	4,82%	1 025,98
1994	4 024 200 000	4 167 400 000	1,92%	1 043,14
1995	4 108 600 000	4 193 400 000	0,62%	1 046,99
1996	4 161 400 000	4 161 400 000	-0,76%	1 039,41
1997	4 226 400 000	4 158 600 000	-0,07%	1 036,65
1998	4 316 900 000	4 207 500 000	1,18%	1 046,87

1999	4 399 400 000	4 240 400 000	0,78%	1 053,37
2000	4 520 200 000	4 248 800 000	0,20%	1 052,69
2001	4 513 000 000	4 139 600 000	-2,57%	1 020,76
1981-2001	70 345 400 000	78 398 400 000	37,86%	19 717,81
moyenne des tca			1,98%	
taux de croissance moyen			1,62%	
variance			0,80%	

Sources : Données budgétaires de la Communauté française et calculs CREW

Des sauts importants sont observés en 1983 et 1988. L'augmentation des moyens enregistrés en 1983 s'explique par la présence d'une allocation 01.10 relative à l'apurement exceptionnel d'arriérés relatifs aux années 1983 et antérieures. Celle-ci est alimentée à concurrence de 675 millions BEF. En 1988, les allocations consacrées aux subventions-traitements accordées aux établissements d'enseignement artistique subventionnés libres ou officiels voient leurs moyens augmenter de 255 millions BEF. Durant la décennie 90, l'évolution des moyens est beaucoup moins " erratique ".

Sur la période, les moyens sont multipliés par **2,51** en francs **courants** et par **1,38** en francs constants (taux de croissance moyen : **1,62 %**). L'année 2001 connaît une diminution réelle des moyens (-2,57 %), qui les amènent sous le montant observé en 1993 (en francs constants).

La dépense par habitant, en 2001, s'élève à **1 113 BEF**, soit 1 021 BEF de 1996.

II. 9. Division organique 46 : Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique

Les dépenses enregistrées dans la division 46 sont ventilées selon trois programmes :

- > 0 : Subsistance administration – Enseignement et recherche
- > 1 : Subsistance administration – Personnel de l'enseignement
- > 2 : Subventions diverses

Les données sont présentées sans entrer dans le détail par programme.

Tableau 36. Montants enregistrés en DO 46 de 1981 à 2001

	total en francs courants	total en francs constants de 1996	taux de croissance des dépenses en francs constants	dépenses par habitant (en BEF constants)
1981	32 700 000	54 500 000		13,76
1982	34 000 000	52 200 000	-4,22%	13,22
1983	35 600 000	50 700 000	-2,87%	12,87
1984	35 000 000	46 900 000	-7,50%	11,94
1985	35 300 000	45 200 000	-3,62%	11,51
1986	37 500 000	47 400 000	4,87%	12,09
1987	37 600 000	46 700 000	-1,48%	11,92
1988	36 400 000	44 700 000	-4,28%	11,41
1989	37 100 000	44 300 000	-0,89%	11,23
1990	37 800 000	43 600 000	-1,58%	11,04
1991	38 000 000	42 400 000	-2,75%	10,71
1992	38 000 000	41 400 000	-2,36%	10,43
1993	42 500 000	45 000 000	8,70%	11,29
1994	37 700 000	39 000 000	-13,33%	9,76
1995	38 200 000	39 000 000	0,00%	9,74
1996	38 500 000	38 500 000	-1,28%	9,62
1997	30 600 000	30 200 000	-21,56%	7,53
1998	40 300 000	39 300 000	30,13%	9,78
1999	41 600 000	40 100 000	2,04%	9,96
2000	45 400 000	42 700 000	6,48%	10,58
2001	46 600 000	42 700 000	0,00%	10,53
1981-2001	796 400 000	916 500 000	-21,65%	230,92
moyenne arithmétique			-0,78%	
taux de croissance moyen			-1,21%	
variance			0,96%	

Sources : Données budgétaires de la Communauté française

De 1981 à 2001, les moyens accordés à l'Académie et exprimés en francs **courants** sont multipliés par 1,42. Aucune explication n'a été trouvée jusqu'à présent aux montants plus importants enregistrés au programme 0 pour les années 1986, 1987, 1993 et 1994.

En francs **constants**, l'Académie voit ses moyens se réduire au cours de la période envisagée (- 21 % en 2001 par rapport à 1981).

La dépense par habitant s'élève à **11 BEF** en 2001.

II. 10. Division organique 15 : Infrastructures de la santé, des affaires sociales, de la culture et du sport

La division 15 contient trois programmes :

- > 1 : Charges d'emprunt, investissements et subventions pour investissements dans le domaine de la santé et des affaires sociales
- > 2 : Charges d'emprunt, investissements et subventions pour investissements de la culture
- > 3 : Charges d'emprunt, investissements et subventions pour investissements pour le sport

Seul le programme 2 intéresse la présente synthèse. Avant 1984, les dépenses d'infrastructure ne sont pas ventilées selon ces différents domaines, et il n'est donc pas possible d'isoler distinguer les moyens effectivement alloués aux infrastructures culturelles. Le tableau suivant reprend uniquement les données couvrant la période 1984 à 2001.

Tableau 37. Montants relatifs à la culture enregistrés en DO 15 de 1984 à 2001

	total en francs courants	total en francs constants de 1996	taux de croissance des dépenses en francs constants	dépenses par habitant (en BEF constants)
1984	541 100 000	725 400 000		184,67
1985	577 200 000	737 900 000	1,72%	187,97
1986	547 500 000	691 000 000	-6,36%	176,23
1987	415 500 000	516 400 000	-25,27%	131,80
1988	382 400 000	469 800 000	-9,02%	119,88
1989	413 500 000	492 700 000	4,87%	124,91
1990	370 500 000	426 700 000	-13,40%	108,08
1991	387 000 000	431 800 000	1,20%	109,05
1992	404 600 000	440 800 000	2,08%	111,07
1993	380 100 000	403 000 000	-8,58%	101,13
1994	429 900 000	445 200 000	10,47%	111,44
1995	417 900 000	426 500 000	-4,20%	106,49
1996	408 200 000	408 200 000	-4,29%	101,96
1997	397 800 000	391 400 000	-4,12%	97,57
1998	403 200 000	393 000 000	0,41%	97,78
1999	430 100 000	414 600 000	5,50%	102,99
2000	525 100 000	493 600 000	19,05%	122,30
2001	806 700 000	740 000 000	49,92%	182,47
1984-2001	11 070 100 000	13 397 100 000	2,01%	3 379,01
1984-2000			-31,95%	
moyenne des tca 1984-2001			1,18%	
moyenne des tca 1984-2000			-1,87%	
taux de croissance moyen 84-01			0,12%	
taux de croissance moyen 84-00			-2,38%	
variance 1984-2001			2,54%	
variance 1984-2000			1,03%	

Sources : Données budgétaires de la Communauté française

De 1984 à 2001, les dépenses consacrées aux infrastructures culturelles et exprimées en **francs constants** augmentent de **2 %**, et, si l'on fixe le calcul à la période allant de 1984 à 2000, une diminution de plus de **30 %** est observée, ce qui rend mieux compte de la tendance longue.

Le saut de 2000 à 2001 (croissance de près de 50 %) résulte (en partie seulement) d'une augmentation due aux circonstances liées au départ du Théâtre National de Belgique (quittant le siège de la Tour Rogier), qui débouchent sur l'achat du Kladaradatsch par la Communauté. Un montant de 121 millions BEF est, en effet, imputé à l'allocation 72.43-23 pour cette acquisition.

La dépense par habitant est de **130 BEF** en **2000** et de **199 BEF** en **2001** (francs courants).

II.11. La dotation au CGRI (Division organique 14)

Le Commissariat général aux Relations internationales est un organisme d'intérêt public principalement financé par la Communauté française. Dans le budget 2001 de cette dernière, la dotation octroyée au CGRI est inscrite au programme 1 de la division organique 14 relative aux relations internationales et aux actions du Fonds Social Européen.

Il est important de noter que les activités du CGRI dépassent le domaine culturel puisqu'il est chargé des relations internationales de la Communauté française pour toutes les compétences de celle-ci.

Sa dotation finance entre autres des dépenses de personnel et des frais pour la gestion de bâtiments, deux catégories de dépenses non prises en compte dans cette étude. Il n'a pas été possible de calculer les dépenses culturelles du CGRI sur base des mêmes hypothèses que celles prises pour retenir les dépenses de culture dans le budget de la Communauté française. De plus, il faut remarquer que toutes les analyses effectuées jusqu'ici l'ont été sur base des budgets ajustés et que, dans le cas du CGRI, il faudrait alors retenir plutôt les réalisations.

La dotation au CGRI n'apparaît en tant que telle qu'en 1984. Auparavant, les montants correspondants étaient principalement répartis sous différentes allocations de la section 36 du budget (relations culturelles internationales).

Dans le tableau qui suit sont additionnés les moyens budgétaires reliés au CGRI, tels que la recherche a pu les identifier (allocations de base et dotation) :

Tableau 38. Montants reconstitués et enregistrés pour le CGRI de 1981 à 2001

	total en francs courants	total en francs constants de 1996	taux de croissance des dépenses en francs constants	dépenses par habitant (en BEF constants)
1981	264 300 000	441 100 000		111,39
1982	242 000 000	371 400 000	-15,80%	94,05
1983	334 200 000	476 500 000	28,30%	120,96
1984	370 900 000	497 200 000	4,34%	126,58
1985	422 100 000	539 600 000	8,53%	137,46
1986	428 700 000	541 000 000	0,26%	137,98
1987	444 200 000	552 000 000	2,03%	140,89
1988	535 600 000	658 000 000	19,20%	167,90
1989	539 400 000	642 700 000	-2,33%	162,94
1990	587 100 000	676 200 000	5,21%	171,27
1991	656 100 000	732 100 000	8,27%	184,90
1992	568 700 000	619 600 000	-15,37%	156,12
1993	793 200 000	841 000 000	35,73%	211,03
1994	938 900 000	972 300 000	15,61%	243,38
1995	970 500 000	990 500 000	1,87%	247,30
1996	927 700 000	927 700 000	-6,34%	231,71
1997	812 500 000	799 500 000	-13,82%	199,30
1998	842 700 000	821 400 000	2,74%	204,37
1999	923 200 000	889 900 000	8,34%	221,06
2000	982 700 000	923 700 000	3,80%	228,86
2001	1 025 000 000	940 200 000	1,79%	231,84
1981-2001	13 609 700 000	14 853 600 000	113,15%	3 731,29
moyenne arithmétique			4,62%	
taux de croissance moyen			3,86%	
variance			1,72%	

Sources : Données budgétaires de la Communauté française.

Les crédits identifiés ici connaissent sur la période considérée une multiplication par un facteur **3,88** en francs **cou-rants** (rythme annuel moyen : **7,01 %**), soit par **2,13** en termes **réels** (taux de croissance moyen : **3,86 %**).

La dépense par habitant s'élève à **253 BEF** en 2001, soit 232 BEF (base 1996).

A blue-tinted background image featuring a calculator and a pen. The calculator is positioned in the upper half, with its display showing the numbers 3, 4, 5, and 0. A pen is visible in the lower left corner, pointing towards the center. The overall scene is slightly blurred, creating a sense of depth and focus on the central text.

REMARQUES FINALES

Si le voyage dans les chiffres ne lui a pas trop donné le tournis ou une lourde indigestion, que le lecteur nous suive encore un court moment dans l'énoncé de quelques remarques finales.

La présente synthèse n'épuise pas le sujet, tant s'en faut.

- 1 Une partie de la matière disponible n'est pas exposée ici. Elle permet de " descendre " au niveau du détail des " activités " et des " allocations de base ". Elle a également identifié et reconstitué, en bonne partie, l'évolution des crédits attribués aux opérateurs inscrits nominativement au budget, que sont par exemple l'Opéra Royal de Wallonie, l'Orchestre Philharmonique de Liège, le Centre Chorégraphique de la CF, la Médiathèque, le Botanique, les Halles de Schaerbeek, ... Ces matériaux feront l'objet de publications ultérieures.
- 2.1. Des recherches complémentaires devraient être menées (avec mesure néanmoins) afin de vérifier s'il n'est pas possible d'améliorer les " filiations " et la rétroprojection sur les données du passé de la configuration de la structure budgétaire actuelle. Cela pourrait être tenté pour ce qui regarde l'enseignement artistique par exemple.
- 2.2. Il serait aussi intéressant de pouvoir visualiser les dépenses d'infrastructures selon les grands domaines culturels et artistiques (par exemple, selon les programmes " Centres culturels ", " Théâtre ", " Musique ", " Arts plastiques et patrimoine ", etc.) De même, la partie des crédits d'équipement, figurant en DO 20 à destination des opérateurs de ces mêmes DO, devra aussi pouvoir y être reliée, afin de compléter l'estimation des dépenses par domaines d'expression.
3. Dans une optique de comptabilité nationale, il faudrait envisager d'intégrer dans le périmètre culturel l'ensemble des ressources et emplois des organismes para-communautaires ou disposant d'un patrimoine propre. Il s'agirait principalement du Commissariat Général aux Relations internationales, de la RTBF et du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel.
4. Enfin, sur un plan strictement budgétaire, l'étude dégage deux recommandations qui méritent d'être avancées :
 - Si la recherche a pu faire usage de certaines tables de concordance (figurant dans les justificatifs des budgets à l'occasion de modifications dans la structure budgétaire), il est apparu que ces documents possédaient des limites pour le propos. Ainsi, les modifications pratiquées dans la structure budgétaire devraient être accompagnées de notes explicatives précises et complètes sur les glissements qui s'opèrent entre les différentes divisions organiques mais aussi entre les programmes et/ou les allocations d'une même division. De même, toute création ou suppression d'allocation de base devrait être documentée plus qu'elle ne l'est aujourd'hui.
 - L'usage d'allocations de base numérotées 01... , c'est-à-dire qui portent des crédits, en jargon budgétaire, " non répartis économiquement ", peut rendre " invisible " le rattachement de crédits à leur programme, activité ou allocation " naturels ". Dans un souci de plus grande transparence et d'une meilleure lecture des moyens octroyés à chaque programme, on peut recommander que soit établie une documentation utile pour lever ce problème, ou qu'il soit procédé aux redistributions en cours d'exercice budgétaire vers les allocations de base ad hoc.

¹⁹ Trois grands blocs de matières sont actuellement attribués aux Communautés : 1° l'emploi des langues; 2° les matières dites personnalisables (c'est-à-dire concernant certains aspects de la vie des personnes - santé publique et hygiène, politique familiale, aides sociales aux immigrés, handicapés, troisième âge, etc.), et 3° l'enseignement et les matières culturelles.

²⁰ Majorité de présence des représentants élus dans chaque groupe linguistique, majorité des suffrages émis par chaque groupe linguistique et majorité des deux tiers des suffrages émis par l'ensemble des groupes linguistiques.

²¹ Révision constitutionnelle de 1988.

²² C'est-à-dire le développement socio-économique régional : urbanisme, environnement, industrie, etc.

²³ Article 138 de la Constitution.

²⁴ En ce compris les infrastructures qui en relèvent.

²⁵ La révision de 1980 a adjoint à ce premier lot six matières qui relèvent de la formation hors scolarité et enseignement, ainsi que la recherche scientifique appliquée relative aux matières culturelles.

²⁶ Michel Jaumain, *Some Features of Cultural Policies Applied in Belgium (French-speaking part of the Country)*. In : *Actes de la 22^{ème} conférence annuelle sur la théorie sociale, le politique et les arts*, HEC Montréal, Montréal, 1997, p. 153 - 181, et In : *The Journal of Arts Management, Law and Society*, Vol 27, n° 3 Helder Publications, Washington DC, 1997, p. 205 - 225.

1. Périmètre des matières culturelles

La réalité montre que la délimitation de ce périmètre n'est pas stable, ni chose aisée et qu'elle peut correspondre à plusieurs points de vue. Voici trois options possibles qui permettent de resituer les périmètres qui ont été retenus dans la présente étude.

Point de vue institutionnel dans le contexte belge.

" En Belgique, la révision constitutionnelle de 1970 a eu pour effet d'attribuer aux Communautés compétence dans les matières culturelles¹⁹, le texte constitutionnel précisant que lesdites matières sont arrêtées par une loi adoptée par les deux Chambres fédérales au moyen d'une majorité spécialement "verrouillée"²⁰. Aucune Communauté n'a pu et ne peut donc fixer seule les matières qu'elle considère comme culturelles, la définition de ces domaines étant négociée politiquement au niveau fédéral entre les groupes linguistiques. [...] Suite au transfert de l'Enseignement vers les Communautés²¹, et à la fixation de nouvelles règles de financement des entités fédérées, il est apparu que la Communauté française risquait d'entrer dans un processus de déséquilibre budgétaire et d'endettement lourd alors que la fusion flamande des matières communautaires et régionales²² et des moyens lui permettrait de disposer de marges de manœuvre. Ce constat a, entre autres, conduit à une nouvelle révision constitutionnelle (1993), autorisant les Régions bruxelloise et wallonne à exercer en tout ou en partie les compétences de la Communauté française²³ avec l'accord de celle-ci. Certaines matières culturelles ont ainsi subi ce transfert.

Moyennant ces précisions, on peut constituer le tableau actuel des matières culturelles²⁴ et expliciter les modifications qu'il a connues depuis la loi du 21 juillet 1971 qui les énumère initialement :

1. la défense et l'illustration de la langue;
2. l'encouragement à la formation des chercheurs;
3. les beaux-arts, y compris le théâtre et le cinéma;
4. le patrimoine culturel, les musées et les autres institutions scientifiques culturelles (à l'exception des monuments et des sites); L'exception est introduite en 1988 : ces matières deviennent régionales, associées aux compétences d'aménagement du territoire et d'urbanisme ;
5. les bibliothèques, discothèques et services similaires;
6. la radiodiffusion et la télévision (à l'exception de l'émission de communications du gouvernement (ainsi que de la publicité commerciale);

La deuxième exception est supprimée en 1988 : la publicité commerciale est considérée comme matière culturelle dans son articulation avec les politiques audiovisuelles.

{ 6 bis. le soutien à la presse écrite; }

Cet article est ajouté en 1988 : est matière culturelle le soutien à la presse et non pas le secteur de la presse .

7. la politique de la jeunesse;
8. l'éducation permanente et l'animation culturelle;
9. l'éducation physique, les sports et la vie en plein air; Ces matières restent réputées culturelles, avec transfert de tutelle aux pouvoirs régionaux, tutelle limitée aux infrastructures, 1993.
10. les loisirs et le tourisme. Ces matières restent réputées culturelles, avec transfert de tutelle complète aux pouvoirs régionaux, 1993.

La recherche appliquée et la coopération internationale (ainsi que la conclusion de traités) dans les matières culturelles sont également du ressort des Communautés²⁵.

Si les domaines des politiques culturelles se présentent comme fluctuants sur une longue période, un noyau relativement stable est néanmoins conservé dans le temps : la création artistique, les industries culturelles, l'action et le développement culturels et les loisirs actifs, ainsi que la défense et la promotion du premier véhicule d'expression de l'identité culturelle des populations, la langue. "²⁶

Point de vue des missions et travaux de l'Observatoire

Rappelons ici les dispositions qui, instituant l'OPC, précisent les matières sur lesquelles il est censé concentrer ses travaux :

" [...] l'Observatoire a pour missions de dresser un inventaire permanent des politiques et des données relatives aux matières culturelles au sens large et notamment celles visées à l'article 4, 1° à 8°, 10° et 14° de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ainsi que dans le domaine de l'enseignement artistique, et plus particulièrement en ce qui concerne :

- la langue, les livres, les lettres et les bibliothèques;
- les arts de la scène;
- l'éducation permanente et la jeunesse;
- les arts plastiques, les musées et le patrimoine;
- l'animation culturelle;
- l'audiovisuel, les multimédias, les industries culturelles et le soutien à la presse;
- les infrastructures culturelles et les équipements culturels;
- la formation aux métiers de la culture, notamment l'enseignement artistique;
- les relations internationales;
- les aspects culturels de la politique touristique. "27

Point de vue de la comparaison internationale

On pouvait aussi tenir compte des perspectives de comparaisons internationales. A titre d'exemple, les travaux menés au niveau européen dans le cadre du LEG et d'Eurostat²⁸ commentent ces questions comme suit :

" Les définitions du champ culturel et de ses composantes divergent selon les pays. Les nombreuses définitions et les acceptions différentes de la culture font que des contours précis et communs aux différents pays ne s'imposent pas spontanément. Des choix doivent être effectués afin de permettre une organisation de l'information sur le secteur. A des fins de comparabilité entre pays, cette organisation doit reposer sur des bases communes.

Tous les pays participants au LEG ont mis l'accent sur l'intérêt du cadre de statistiques culturelles de l'Unesco pour la définition du champ culturel. Ce cadre qui date de 1986 est apparu, en effet, comme un cadre de référence adopté par plusieurs pays. Toutefois, il a été adapté par chacun d'eux pour tenir compte des spécificités nationales liées à la conception même de la culture ou à la nature des données disponibles.

Il a donc été convenu de le réviser pour :

- définir, sans remettre en cause les conceptions nationales, un noyau commun de domaines d'activités considérés par tous comme culturels.
- identifier les activités de chaque domaine et en établir la liste.

[...] Dans la délimitation du champ [...], il a été convenu, [...] :

- de ne pas prendre en compte la publicité,
- de ne pas prendre en compte les aspects liés à la langue, comme par exemple le nombre de personnes utilisant les langues nationales, étrangères et régionales. Si ces aspects paraissent importants en matière de politique culturelle, il a semblé au groupe de projet qu'ils relevaient plutôt des statistiques nationales qu'europeennes,
- de retenir dans le champ culturel, les activités de commercialisation des biens et services culturels,
- d'inclure le domaine "architecture". Ce point a fait l'objet d'un long débat qui a conclu à la prise en compte des activités architecturales de création (travail des architectes),
- de ne pas prendre en compte les sports, les jeux, l'environnement et la nature qui figuraient dans le cadre UNESCO. [...]

Par ailleurs, un consensus général a été trouvé pour organiser le champ culturel commun à partir de la notion de domaines culturels et artistiques.

8 domaines ont été retenus et ont ainsi constitué le champ de référence pour les travaux du LEG :

27 Arrêté du
Gouvernement de la
Communauté française du
26 avril 2001 portant
création de l'Observatoire
des Politiques Culturelles
(MB du 30/6/2001).

28 Les statistiques
culturelles dans l'UE :
Rapport final du LEG,
Eurostat Working papers,
2000.

29 Les statistiques
culturelles..., op. cit.,
p. 24 - 25.

Patrimoine artistique et monumental
<i>Monuments historiques</i>
<i>Musées</i>
<i>Sites archéologiques</i>
<i>Autres formes de patrimoine</i>
Archives
Bibliothèque
Livre et presse
<i>Livre</i>
<i>Presse</i>
Arts plastiques
<i>Arts plastiques (yc design)</i>
<i>Photographie</i>
<i>Pluridisciplinaire</i>
<i>Architecture</i>
Architecture
Arts du spectacle
<i>Musique</i>
<i>Danse</i>
<i>Théâtre musical (opéra)</i>
<i>Théâtre dramatique</i>
<i>Pluridisciplinaire</i>
<i>Autres (cirque, pantomime, etc...)</i>
Audio et audiovisuel/multimedia
<i>Cinéma</i>
<i>Radio</i>
<i>Télévision</i>
<i>Vidéo</i>
<i>Enregistrements sonores</i>
<i>Multimédia²⁹ "</i>

2. Récolte des données budgétaires et construction des bases de données

Deux bases de données contenant les informations budgétaires des années 1981 – 1990, d’une part, et 1991 – 2001, d’autre part, ont été transmises par le Service général du Budget, de la Comptabilité et du Contrôle des Dépenses. Ces tables contenaient, en regard de numéros d’identification d’allocation de base, les montants budgétaires correspondants, et cela pour les crédits non dissociés (CND) et les crédits dissociés d’ordonnancement (CO), après ajustement et redistribution.

Afin d’assurer une certaine cohérence avec les publications de la Communauté française ou d’autres institutions (rapport du Conseil Supérieur des Finances, ...) et de ne pas compter deux fois les moyens engagés par la Communauté française, les dispositions spéciales figurant dans les décrets budgétaires n’ont pas été retenues dans cette base de données.

Les crédits variables (CV) présents dans les budgets (ajustés) de la Communauté française ont également été passés en revue, tout en étant conscient que les " réalisations " de certains crédits variables pouvaient différer fortement des montants budgétés. La base contenant les données de 1991 à 2001 fournissait l’ensemble des données budgétaires de la Communauté (toutes compétences). Par contre, différents ajouts ont dû être faits manuellement dans la base de données 1981-1990. Ont ainsi été rajoutées, les données relatives :

- au budget du Ministère de l’Enseignement de la Recherche et la Formation (MERF) pour 1989 ;
- au budget de l’éducation nationale, dépenses culturelles, de 1981 à 1983 ;
- aux secteurs autres que le secteur culturel dans le budget du Ministère de la Culture et des Affaires sociales (MCAS) de 1981 à 1983 ;
- aux budgets de l’éducation nationale, régime français, de 1981 à 1988.

Parmi les données introduites, nous avons isolé les allocations relatives à la culture pour les identifier de façon précise, notamment quant à leur intitulé, qui était absent du matériau de départ. Les autres données ont été introduites en blocs (un montant global pour une division organique par exemple). La base de données ainsi constituée contient 15 557 enregistrements.

Les intitulés des allocations de base relatives à la culture ont donc été encodés dans une deuxième base de données. Il est en effet apparu que disposer des numéros d'allocations n'était pas suffisant. Pour chacune de ces allocations historiques, des recherches ont été entreprises afin de relier celles-ci à la structure actuelle du budget. A cette fin, nous disposons des programmes justificatifs des budgets et de tables de concordance entre les structures budgétaires de 1983 et 1984, de 1992 et 1993, et les années 1997 et 1998.

Ces documents n'ont cependant pas permis de relier tous les éléments historiques à la structure du budget de 2001. Il apparaît que 4,5 % du montant total attribué à la culture de 1981 à 2000 ne sont pas " reliables " au budget 2001 **au niveau du détail des allocations de base**. La liaison s'améliore lorsqu'on se situe à l'échelon des programmes et des divisions organiques.

Cette deuxième table contient au total 5 922 enregistrements.

Dans une dernière étape, les deux tables ont été reliées afin d'avoir, en regard de chaque allocation historique, le montant correspondant.

Divers traitements ont été réalisés, notamment pour reconstituer l'évolution des crédits attribués aux opérateurs nominatifs, ou pour assurer le " raccord " entre des allocations de base de 1983 et de 1984. Ceci a porté le nombre final d'enregistrements à 6 217.

Le tableau qui fait suite permet de visualiser la structure budgétaire 2001 :

Tableau 39. Structure du budget de la Communauté française, année 2001

N° de chapitre et intitulé	N° de division organique et intitulé
I Services généraux	01 Dotation au Parlement de la Communauté française
	06 Cabinets ministériels
	11 Affaires générales - Secrétariat général
	12 Informatique
	13 Gestion des Immeubles
	14 Relations internationales et Actions du Fonds social européen
II Santé, Affaires sociales, Culture, Audiovisuel et Sport	15 Infrastructures de la Santé, des Affaires sociales, de la Culture et du Sport
	16 Santé
	17 Aide à la Jeunesse
	18 Aide sociale spécialisée
	19 Enfance
	20 Affaires générales - Culture
	21 Promotion des Arts de la Scène
	22 Livre
	23 Jeunesse et éducation permanente
	24 Patrimoine culturel et Arts plastiques
	25 Audiovisuel et Multimédia
	26 Sport
III Éducation, Recherche et Formation	40 Services communs, affaires générales, recherche en éducation, pilotage de l'enseignement (interréseaux) et orientation - relations internationales
	44 Bâtiments scolaires
	45 Recherche scientifique
	46 Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique
	47 Allocations et Prêts d'études
	48 Centres PMS - Inspection médicale scolaire
	50 Affaires pédagogiques et pilotage de l'enseignement de la Communauté française
	51 Enseignement préscolaire et Enseignement primaire
	52 Enseignement secondaire
	53 Enseignement spécial
	54 Enseignement universitaire
	55 Enseignement supérieur hors Université et Hautes Écoles
	56 Enseignement de Promotion Sociale
	57 Enseignement artistique
	58 Enseignement à distance

IV	Dettes publiques de la Communauté française
	85 Dette directe
	86 Dette liée aux investissements immobiliers des institutions universitaires
	87 Dette liée aux emprunts des organismes d'intérêt public pris en charge par la Communauté française
V	Dotations à la Région Wallonne et à la Commission Communautaire française
	90 Dotations à la Région wallonne et à la Commission Communautaire française

3. La dette de la Communauté française

A propos de l'incidence de l'endettement de la Communauté française sur les opérateurs culturels (et autres)

En 1992 et 1993, une partie des subventions accordées précédemment aux organismes d'intérêt public ne leur a pas été versée (la RTBF, le CGRI, l'ONE et l'Agence Prévention du SIDA). En contrepartie, la Communauté française concluait en leur nom des emprunts équivalant à cette fraction de la subvention non octroyée.

Ces emprunts étaient garantis par la Communauté, leurs remboursements étaient à charge du budget de chaque organisme et leurs subventions annuelles venant de la Communauté française étaient augmentées de façon à couvrir intégralement les charges de ces emprunts. Ce mécanisme avait été adopté en vue d'alléger le solde net à financer de la Communauté pour les années 1992 et 1993. Le Conseil Supérieur des Finances a considéré que ces emprunts faisaient partie de la dette débudgétisée de la Communauté. Ces dispositions n'ont donc pas été renouvelées par la suite. A partir de 1996, les charges de ces emprunts ont été directement payées par la Communauté française, les organismes ne recevant donc plus le supplément de subventions destiné à leur remboursement.

Tableau 40. Charges des emprunts de la RTBF, du CGRI, de l'ONE et de l'Agence de Prévention du SIDA de 1992 et 1993 assumées par la Communauté (en BEF courants)

	DO 87 - 10, 21.11: charges d'intérêt	DO 87 - 10, 91.11: charges d'amortissement
1996	146 100 000	122 400 000
1997	113 000 000	125 800 000
1998	100 800 000	129 500 000
1999	95 500 000	133 500 000
2000	94 000 000	137 800 000
2001	83 000 000	137 800 000

Sources : Données budgétaires de la Communauté française

Si la ventilation de ces montants entre les organismes d'intérêt public était disponible, nous pourrions intégrer les moyens alloués au remboursement de la dette de la RTBF et à la dette du CGRI dans le périmètre des dépenses culturelles.

A titre indicatif, le tableau suivant reprend, pour la dette indirecte de la Communauté française, les montants directement liés à la culture.

Tableau 41. Dette indirecte de la Communauté française, en lien avec la culture

situation au 31/12	en milliers d'euro			en BEF		
	dette CGRI	dette RTBF	ligne de crédits culture	dette CGRI	dette RTBF	ligne de crédits culture
1993			273			11 012 793
1994	3 683	32 544	11 326	148 571 852	1 312 821 706	456 889 707
1995	3 515	31 014	11 951	141 794 749	1 251 101 659	482 102 145
1996	3 341	29 445	17 454	134 775 606	1 187 808 356	704 092 615
1997	3 162	27 830	23 047	127 554 764	1 122 659 417	929 713 675
1998	2 977	26 170	25 273	120 091 882	1 055 695 183	1 019 510 293
1999	2 786	24 457	28 756	112 386 961	986 592 934	1 160 014 164
2000	2 603	22 682	30 719	105 004 760	914 989 612	1 239 201 388
2001	2 390	20 870	31 093	96 412 361	841 893 713	1 254 288 511

Sources : Rapport annuel 2002 du Conseil Supérieur des Finances, section " Besoins de financement des pouvoirs publics "

4. Formules des taux de croissance

Pour l'analyse, le **taux de croissance annuel moyen (tcam)** a été calculé sur base de la formule suivante :

$$\bar{r}_{j,2001} = \left[(1 + R_{j,2001})^{\frac{1}{2001-j}} \right] - 1$$

où, $R_{j,2001} = \frac{y_{2001} - y_j}{y_j}$ le taux de croissance global pour la période allant de l'année j (1981, ou une année postérieure lorsque nous ne disposons pas de données cohérentes pour les premières années de la période couverte par cette étude) à l'année 2001, et y_j le montant budgétisé pour l'année j .

A comparer à ce taux annuel moyen, a également été établie la **moyenne arithmétique** des taux de croissance annuel et la **variance** de cette série de données :

$$\sigma^2 = \frac{1}{2001-j} \sum_{t=j}^{2001} (y_t - r_{j,2001})^2$$

où $r_{j,2001}$ est la moyenne arithmétique des taux de croissance annuels.

La variance est une mesure de dispersion par rapport à la moyenne. Elle permet de voir si les données des différentes années s'écartent plus ou moins de la moyenne.

5. Moyens attribués à la RTBF

Ce tableau reprend la dotation de base de la RTBF ainsi que les autres moyens qui lui sont attribués sur base du programme 3 de la DO 25.

Tableau 42. RTBF : moyens attribués en millions de BEF constants

	Moyens	Tca
1981	6.771,9	
1982	6.252,9	-6,63%
1983	6.217,1	-0,98%
1984	6.145,5	-1,15%
1985	6.274,3	2,11%
1986	6.415,4	1,81%
1987	6.343,4	-1,24%
1988	6.350,8	-0,26%
1989	6.336,0	-0,29%
1990	6.359,4	-0,17%
1991	6.479,0	1,77%
1992	5.563,6	-14,34%
1993	5.475,2	-4,16%
1994	6.245,4	14,61%
1995	6.340,6	1,01%
1996	6.027,6	-2,51%
1997	6.146,7	1,56%
1998	6.400,1	4,17%
1999	6.324,6	-1,34%
2000	6.251,4	-1,22%
2001	6.196,6	-0,87%

Sources : Données budgétaires de la Communauté française

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.	Evolution des dépenses culturelles de 1981 à 2001	15
Tableau 2.	Evolution des dépenses culturelles élargies allouées à la culture de 1981 à 2001	16
Tableau 3.	Evolution des dépenses culturelles rapportées au nombre d'habitants de 1981 à 2001	17
Tableau 4.	Evolution des dépenses culturelles élargies rapportées au nombre d'habitants de 1981 à 2001	18
Tableau 5.	Evolution des dépenses culturelles par rapport au PIB communautaire	20
Tableau 6.	Evolution des dépenses culturelles élargies par rapport au PIB communautaire de 1981 à 2001	21
Tableau 7.	Evolution des dépenses culturelles et d'enseignement de 1981 à 2001	23
Tableau 8.	Evolution des dépenses culturelles élargies et d'enseignement de 1981 à 2001	24
Tableau 9.	Montants enregistrés dans les différents programmes de la DO 20 (en BEF courants) de 1981 à 2001	28
Tableau 10.	Montants enregistrés dans les différents programmes de la DO 20 (en BEF constants) de 1981 à 2001	28
Tableau 11.	Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés en DO 20 (en BEF constants) de 1982 à 2001	29
Tableau 12.	Dépenses de la DO 20 par rapport au nombre d'habitants (en BEF constants) de 1981 à 2001	30
Tableau 13.	Montants enregistrés dans les différents programmes de la DO 21 (en BEF courants) de 1981 à 2001	31
Tableau 14.	Montants enregistrés dans les différents programmes de la DO 21 (en BEF constants) de 1981 à 2001	32
Tableau 15.	Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés en DO 21 (en BEF constants) de 1982 à 2001	32
Tableau 16.	Dépenses de la DO 21 par rapport au nombre d'habitants (en BEF constants) de 1981 à 2001	33
Tableau 17.	Montants enregistrés dans les différents programmes de la DO 22 (en BEF courants) de 1981 à 2001	34
Tableau 18.	Montants enregistrés dans les différents programmes de la DO 22 (en BEF constants)	34
Tableau 19.	Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés en DO 22 (en BEF constants) de 1982 à 2001	35
Tableau 20.	Dépenses de la DO 22 par rapport au nombre d'habitants (en BEF constants)	36
Tableau 21.	Montants enregistrés dans les différents programmes de la DO 23 (en BEF courants) de 1981 à 2001	37
Tableau 22.	Montants enregistrés dans les différents programmes de la DO 23 (en BEF constants) de 1981 à 2001	38
Tableau 23.	Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés en DO 23 (en BEF constants) de 1982 à 2001	39
Tableau 24.	Dépenses de la DO 23 par rapport au nombre d'habitants (en BEF constants) de 1981 à 2001	39
Tableau 25.	Montants enregistrés dans les différents programmes de la DO 24 (en BEF courants) de 1981 à 2001	40
Tableau 26.	Montants enregistrés dans les différents programmes de la DO 24 (en BEF constants) de 1981 à 2001	41
Tableau 27.	Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés en DO 24 (en BEF constants) de 1982 à 2001	42
Tableau 28.	Dépenses de la DO 24 par rapport au nombre d'habitants (en BEF constants) de 1981 à 2001	42
Tableau 29.	Montants enregistrés dans les différents programmes de la DO 25 (en BEF courants) de 1981 à 2001	43
Tableau 30.	Montants enregistrés dans les différents programmes de la DO 25 (en BEF constants) de 1981 à 2001	44
Tableau 31.	Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés en DO 25 (en BEF constants) de 1982 à 2001	45
Tableau 32.	Dépenses de la DO 25 par rapport au nombre d'habitants (en BEF constants) de 1981 à 2001	45
Tableau 33.	Evolution du poids relatif des DO 20 à 25 dans le noyau dur de 1981 à 2001	46
Tableau 34.	Montants enregistrés dans les différents programmes de la DO 57 (en BEF courants) de 1981 à 2001	48
Tableau 35.	Montants enregistrés en DO 57 de 1981 à 2001	48
Tableau 36.	Montants relatifs à la culture enregistrés en DO 46 de 1981 à 2001	50
Tableau 37.	Montants relatifs à la culture enregistrés en DO 15 de 1984 à 2001	51
Tableau 38.	Montants reconstitués et enregistrés pour le CGRI de 1981 à 2001	53
Tableau 39.	Structure du budget de la Communauté française, année 2001	60
Tableau 40.	Charges des emprunts de la RTBF, du CGRI, de l'ONE et de l'Agence de Prévention du SIDA de 1992 et 1993 assumées par la Communauté (en BEF courants)	61
Tableau 41.	Dettes indirectes de la Communauté française, en lien avec la culture	61
Tableau 42.	RTBF : moyens attribués en millions de BEF constants	62

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1.	Taux de croissance annuels des dépenses culturelles exprimées en BEF constants de 1982 à 2001	16
Graphique 2.	Evolution des dépenses culturelles rapportées au nombre d'habitants de 1981 à 2001	18
Graphique 3.	Evolution des dépenses culturelles élargies rapportées au nombre d'habitants (en BEF constants) de 1981 à 2001	19
Graphique 4.	Evolution des dépenses culturelles par rapport au PIB communautaire de 1981 à 2001	21
Graphique 5.	Evolution des dépenses culturelles élargies par rapport au PIB communautaire de 1981 à 2001	22
Graphique 6.	Rapport entre les dépenses culturelles et d'enseignement de 1981 à 2001	24
Graphique 7.	Rapport entre les dépenses culturelles élargies et d'enseignement de 1981 à 2001	25
Graphique 8.	Montants enregistrés dans le programme Centres culturels de la DO 20 (en millions de BEF constants) de 1981 à 2001	30
Graphique 9.	Montants enregistrés dans les programmes Théâtre, Musique et Arts de la danse de la DO 21 (en millions de BEF constants) de 1981 à 2001	33
Graphique 10.	Montants enregistrés dans les programmes Lecture publique et Lettres françaises et promotion du livre de la DO 22 (en millions de BEF constants) de 1981 à 2001	36
Graphique 11.	Montants enregistrés aux programmes Jeunesse, Education permanente et Activités socio-culturelles de la DO 23 (en millions de BEF constants) de 1981 à 2001	38
Graphique 12.	Montants enregistrés aux programmes de la DO 24 (en millions de BEF constants) de 1981 à 2001	41
Graphique 13.	Evolution (en millions de BEF constants) des moyens attribués à la RTBF en provenance de la DO 25	44
Graphique 14.	Poids relatif des DO 20-25 dans le noyau dur des dépenses culturelles	47